

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

L'évocation des chouhada et moudjahidine, "un rappel des sacrifices consentis pour l'indépendance" (rencontre)

P.3

ASSISES NATIONALES DE L'AGRICULTURE

Le président de la République préside l'ouverture des travaux

P.24

ALGÉRIE -RUSSIE

Le secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie reçu par le Président de la République

P.24

PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT AU SAHEL

L'expérience algérienne largement saluée (experts)

Plusieurs experts et spécialistes des questions religieuses ont salué, lundi à Alger, l'expérience de l'Algérie en matière de lutte contre l'extrémisme violent et la prise en charge de facteurs y conduisant, appelant "les pays du Sahel et de l'Afrique à suivre la démarche algérienne". Dans une déclaration à l'APS en marge des travaux de la 2^e réunion de la série de réunions "L'appel en faveur du Sahel" qui se déroulent depuis dimanche, l'ancien secrétaire général et membre fondateur de la Ligue des oulémas, prêcheurs et imams du Sahel (LOPIS), Youcef Mecheria, a indiqué que l'approche algérienne en matière de lutte contre l'extrémisme violent est exemplaire en ce sens qu'elle a cerné le phénomène de tous les côtés.

P.24



COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE CIVISME

Valorisation des options de l'Algérie pour la moralisation de la vie publique

P.3

EDUCATION

Versement des revalorisations salariales des fonctionnaires de l'Education : Belaabed insiste sur l'impératif de respecter les délais impartis

P.3

INVESTISSEMENT

Plus de 1.175 projets inscrits entre novembre 2021 et février 2023 (AAPI)

P.6

SANTÉ

DIGESTION DIFFICILE 10 aliments à éviter

Pp 12-13

F T B A L L

ESPAGNE - COUPE DU ROI (DEMI-FINALES - ALLER)

Real Madrid - FC Barcelone au bonheur des puristes

P.21



ALGÉRIE TÉLÉCOM

Lancement de l'offre "Idoom Fibre Gamers"

P.17

ACCIDENT DE TIKJDA
Les premières investigations révèlent la responsabilité exclusive du conducteur du bus (Cour de Bouira)

P.8

MÉTÉO

Des pluies orageuses sous forme d'averses affecteront le Nord du pays (BMS)



Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses et accompagnées de chutes de grêle, affecteront, mardi et mercredi, plusieurs wilayas du Nord du pays, annonce mardi un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de la météorologie (ONM).

Les wilayas d'Alger, Blida, Boumerdès, Tizi Ouzou, Bouira, Béjaïa, Jijel, Nord de Sétif et Skikda sont ainsi, placées en vigilance "orange" du mardi à 15h00 au mercredi à 15h00, précise le BMS.

Durant la période de validité de ce bulletin, les quantités de pluies sont estimées entre 20 et 40 mm pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm.

Des rafales de vents sous orages sont, en outre, prévues par le même BMS.

Des chutes de neige affecteront les reliefs du Centre et de l'Est du pays (BMS)

Des chutes de neige affecteront les reliefs du Centre et de l'Est atteignant ou dépassant les 800/900 mètres d'altitude de plusieurs wilayas du pays, indique mardi un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM).

Les wilayas concernées par ce BMS de niveau de vigilance "Orange" sont Médéa, Blida, Boumerdès, Tizi Ouzou, Béjaïa, Jijel, Bouira, Bordj Bou Arreridj et Sétif.

L'épaisseur de neige prévue est estimée entre 10 et 20 cm durant la validité du BMS qui court de mardi à 12h au mercredi à 12h, précise la même source.

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Un député participe aux réunions des secrétaires de l'Observatoire arabe des droits de l'Homme du Parlement arabe



L'Assemblée populaire nationale (APN) participe aux réunions des commissions et du Conseil des secrétaires de l'Observatoire arabe des droits de l'Homme du Parlement arabe, qui se tiendront au Caire (Egypte) du 28 février au 2 mars, indique, lundi, un communiqué de la chambre basse du Parlement.

L'APN sera représentée à ces réunions par le député Ali Djelloul, en sa qualité de membre de l'Observatoire arabe des droits de l'Homme, précise la même source.

ENERGIE ET MINES

M. Arkab reçoit un groupe d'enseignants-chercheurs spécialisés dans le domaine minier



Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu lundi à Alger, un groupe d'enseignants-chercheurs spécialisés dans le domaine minier, issus des universités d'Annaba, Khenchela, Bouira et Béjaïa, a indiqué un communiqué du ministère.

Tenu en présence de cadres et de conseillers du ministre relevant du secteur minier, la rencontre a porté sur la valorisation des ressources minières et le développement du domaine minier en Algérie notamment en ce qui concerne les études et les recherches scientifiques en la matière.

Cette rencontre vise à "rapprocher l'université algérienne de son environnement économique à travers des partenariats et des coopérations scientifiques et de recherche avec les établissements du secteur des Mines, mais aussi pour la mise en place d'une stratégie de coopération entre l'université algérienne et les différents centres de recherche en vue de développer les études et recherches minières outre leur contribution au développement des projets économiques miniers", conclut le communiqué.

SKIKDA

Distribution de plus de 300 logements de divers segments

Plus de 300 logements, tous segments confondus et 72 décisions d'attribution d'aides à l'habitat rural ont été distribués lundi au profit des citoyens de diverses communes de la wilaya de Skikda.

Dans le cadre de cette opération présidée par les autorités locales, il a été procédé au relogement de 83 familles dans des habitations neuves réparties sur les communes de Beni Béchir et d'Ain Cherchar, destinées à l'éradication de l'habitat précaire, ont indiqué les services de la wilaya.

L'initiative, a porté également sur la remise des clés de logements publics locatifs (LPL) en faveur de 102 familles de la commune d'Ain Cherchar, 36 dans la commune de Sidi Mezghiche et 9 autres dans celle d'El Hadaiek.

Cette dernière, a connu l'attribution des clés de 80 logements promotionnels aidés (LPA), a-t-on précisé.

Durant la même journée, 72 décisions d'attribution d'aides à l'habitat rural ont été distribuées à leurs bénéficiaires relevant des communes d'Ain Bouziane et d'El Hadaiek, a-t-on ajouté.

MOSTAGANEM

Sept blessés dans un accident de la route à Hassiane

Sept (7) personnes ont été grièvement blessées dans un accident de la circulation, survenu dans la commune de Hassiane (sud de la wilaya de Mostaganem), a-t-on indiqué lundi dans un communiqué de la direction de wilaya de la protection civile.

Les équipes des secours relevant de l'unité secondaire d'Ain Nouissy sont intervenues dans la nuit de dimanche à lundi pour évacuer les blessés de cet accident survenu au niveau de la RN 17 A reliant Mohammadia (wilaya de Mascara) et Mostaganem à proximité du village de Gouara (Hassiane).

L'accident s'est produit suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un engin des travaux de forage causant sept blessés parmi les passagers âgés entre 25 et 60 ans à des degrés différents de gravité, a ajouté le communiqué.

Les équipes intervenantes ont prodigué les premiers soins aux blessés sur place avant de les évacuer vers les urgences du CHU "Boumediène Bensmaine" de Mostaganem et le centre de santé de la commune d'Ain Nouissy.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

38 morts et 1403 blessés en une semaine



Trente-huit (38) personnes sont mortes et 1403 autres ont été blessées dans 1159 accidents de la circulation survenus durant la période du 19 au 25 février 2023, à travers le pays, indique, mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bouira avec 10 personnes décédées sur les lieux d'accidents et 71 autres blessées, suite à 36 accidents de la circulation, précise la même source.

GUELMA

Saisie de cocaïne et de psychotropes

La brigade mobile de la Police judiciaire relevant de la sûreté de la wilaya de Guelma a saisi 1,85 grammes de cocaïne et 59 comprimés psychotropes et arrêté un individu qui s'apprêtait à l'écouler au chef-lieu de wilaya, a-t-on appris lundi auprès de la Sûreté de wilaya.

La quantité de drogue estimée à 1,85 grammes a été découverte en possession du suspect interpellé au niveau de l'avenue Tebouche-Abderrahmane, au centre-ville, a-t-on indiqué à la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Cinquante neuf (59) comprimés psychotropes, une arme blanche prohibée de catégorie 6 et une somme d'argent étaient en possession du mis en cause âgé de 24 ans et résidant à Guelma.

TIZI-OUZOU

Electricité et du gaz: 1,966 milliard de DA d'impayés

Le montant total cumulé des factures de consommation énergétique impayées par les clients de la Direction de distribution d'électricité et du gaz de la wilaya de Tizi-Ouzou (relevant de la Société Sonelgaz Distribution) a atteint 1,966 milliard de DA à fin janvier dernier, a-t-on appris lundi auprès de cette institution.

Sur les créances détenues auprès des différents segments de la clientèle, 1,367 milliard de DA est détenu par les abonnés ordinaires et 598 millions DA sont détenues par les clients des secteurs public et privé, entre autres), a-t-on précisé de même source, déplorant le fait que ces dettes sont en "constante croissance".

BOUIRA

Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes

Un réseau de trafic de psychotropes a été démantelé par les services de la Gendarmerie nationale lors d'une opération menée à Bouira, a-t-on appris lundi auprès du groupement territorial de ce corps sécuritaire. Menée dans le cadre de la lutte contre toutes formes de criminalité, cette opération a permis de démanteler un réseau de trafic de psychotropes, composé de trois individus, qui ont été arrêtés à bord de deux véhicules touristiques, selon les services de la Gendarmerie nationale.

Après vérification et fouilles, une quantité de 1.245 comprimés de psychotropes, dont 300 Mg de Prégabaline, a été découverte par les éléments de la Gendarmerie nationale, selon les détails fournis par les mêmes services.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

L'évocation des chouhada et moudjahidine, "un rappel des sacrifices consentis pour l'indépendance" (rencontre)

Les universitaires intervenant au séminaire, organisé lundi à Batna à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la mort du moudjahidine, le colonel Mohamed Tahar Abidi surnommé Hadj Lakhdar (1914-1998), ont considéré que l'évocation des chouhada et moudjahidine "est un rappel aux jeunes générations des sacrifices consentis pour arracher l'indépendance du pays".

Les intervenants durant cette rencontre initiée conjointement par la faculté et des sciences islamiques et la direction de wilaya des moudjahidine ont estimé que ces rencontres sont "un appel aux jeunes générations pour emboîter les pas de leurs aînés et contribuer à sauvegarder, bâtir et lever haut le drapeau de l'Algérie".

Selon la directrice des moudjahidine et ayants-droits, Nawal Boukhabia, cette rencontre s'inscrit dans la mise en œuvre des directives du ministère de tutelle relatives à la célébration des événements historiques et l'évocation des symboles nationaux afin de sauvegarder la mémoire nationale et participer à sa transmission ainsi que les principes de la révolution aux généra-

tions montantes. Les conférenciers ont souligné les aspects liés au combat du défunt moudjahidine qui avait pris part à son déclenchement de la révolution et ses hauts faits d'arme dans la wilaya 1 historique ainsi qu'à ses actions après l'indépendance. Mohamed Belghit de l'université d'Alger a analysé la figure de Hadj Lakhdar au travers de son évocation dans les archives françaises de la première année de la révolution tandis qu'Abdelhamid Khezbar de l'université Batna-1 a abordé le rôle de ce moudjahidine après l'indépendance au sein du mouvement culturel et réformateur dans la wilaya de Batna. Un documentaire sur le colonel Hadj Lakhdar a été projeté durant la rencontre tenue en présence du wali de Batna Mohamed



Benmalek, de moudjahidine, d'histo-riens et d'étudiants. L'accent a été porté particulièrement sur la contribution efficace de Hadj Lakh-

dar dans la construction à Batna du complexe 1^{er} novembre 1954 qui comprend la mosquée 1^{er} novembre, une école Coranique et une fa-

culté des sciences islamiques. Le défunt moudjahidine avait tenu à le réaliser sur le terrain d'un ancien aéroport militaire de l'armée d'occupation et s'était consacré au suivi de sa réalisation jusqu'à sa mort le 23 février 1998.

Le musée du moudjahidine a organisé en marge de la rencontre au hall de la faculté des sciences islamiques une exposition sur Hadj Lakhdar né le 13 mars 1914 au douar Tighri, actuel commune d'Oued Chaaba, son rôle dans la préparation de la révolution de libération, sa création d'une cellule secrète à Batna en 1939, sa relation avec Mustapha Ben Boulaïd et ses responsabilités militaires durant la révolution jusqu'à ce qu'il devienne commandant de la wilaya 1 historique.

Manifestations du 27 février 1962 d'Ouargla: une épopée marquant l'attachement du peuple à l'unité territoriale (ministre)

Les manifestations du 27 février 1962 d'Ouargla représentent l'épopée par laquelle le peuple algérien a marqué son attachement à l'intégrité territoriale, a affirmé, lundi à Ouargla, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits, Laid Rebiga.

"Les soulèvements populaires d'Ouargla sont une épopée confirmant l'attachement indéfectible du peuple algérien à son unité territoriale, témoignage de la loyauté et de la fidélité au message des martyrs, et reflètent la détermination à la résistance et la lutte pour le recouvrement de la souveraineté nationale", a déclaré M. Rebiga, à l'ouverture d'une conférence animée dans le cadre de la commémoration du 61^{ème} anniversaire de ces manifestations. Le ministre a soutenu que ces soulèvements populaires constituaient une date phare du militantisme du peuple algérien, ajoutant que la sortie des manifestants, en ce jour du 27 février 1962, était une réponse à l'appel lancé par les responsables de la Révolution et marquait

leur détermination à se sacrifier pour l'amour de la patrie. "Ce soulèvement brisa la stratégie coloniale visant à imposer la politique du statu quo, à diviser le pays, à spolier les richesses du sud du pays et à en faire le théâtre de ses abominables explosions nucléaires dévastatrices", a indiqué M. Rebiga. Et d'ajouter : "Les manifestations ont été un fort appui aux négociateurs algériens aux accords d'Evian et à leur position inébranlable quant à l'intégrité territoriale nationale et que le Front de libération nationale (FLN) était le représentant unique du peuple algérien, comme prévu dans la déclaration de la glorieuse guerre du 1^{er} Novembre". Mettant à profit cette visite, le ministre a indiqué que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accordait tout l'intérêt au Sud du pays pour la relance du développement et la prise en charge des préoccupations des habitants. "Le gouvernement s'emploie à mettre en œuvre cette approche présidentielle par le lancement

des programmes de développement affectés aux régions du sud du pays, le rapprochement de l'administration des administrés et l'amélioration du service public", a poursuivi le ministre qui a appelé, à ce titre, à "préserver ces acquis par la cohésion et le patriotisme dans le cadre de la paix et de la sécurité dont jouit l'Algérie".

M. Rebiga a, au terme de son intervention, appelé à tirer les enseignements de ces manifestations populaires pour raffermir l'unité nationale, consolider le front interne et, partant, barrer la route aux détracteurs du pays. La conférence qui a eu pour cadre la maison de la culture "Moufidi Zakaria", a été riche en communications ayant trait au thème, dont celle de Mouadh Amrani, de l'université d'El-Oued, intitulée "La torture et les centres de détention dans la région d'Oued Righ", dans laquelle il a cité les prisons et autres centres de détention érigés par la France coloniale pour réprimer les cellules révolutionnaires dans la région.

De son côté, le Pr Ahmed Dokar, de l'université Kasdi Merbah d'Ouargla, a indiqué que l'adhésion des différentes composantes de la société algérienne pour contrer les visées de la France coloniale portant séparation du sud du reste du pays a grandement contribué à mettre en échec les manœuvres et velléités du colonisateur.

Le ministre, qui était en compagnie du secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Ali Boughezala, des autorités locales et de représentants de la famille révolutionnaire, s'est, par la suite, recueilli à la mémoire des martyrs de la glorieuse Révolution, avant de procéder, dans la commune d'Ain El-Beïda, à la pose de la première pierre d'un groupe scolaire au pôle urbain 2.000 logements.

Pour sa part, l'association "soulèvements populaires du 27 février 1962" d'Ouargla, a, à cette occasion, honoré des moudjahidine et des familles de martyrs de la Révolution de libération nationale.

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE CIVISME
Valorisation des options de l'Algérie pour la moralisation de la vie publique

Les participants au colloque international intitulé "Civisme, conscience, action, coexistence" ont valorisé lundi à Oran les options de l'Algérie relatives à la moralisation de la vie publique. Dans un communiqué final sanctionnant les travaux du colloque, ils ont salué les efforts de l'Algérie de consacrer la gouvernance, l'Etat de droit et le respect des règles qui régissent la société, préserver les potentialités de la nation et son statut, et répondre aux aspirations de la population.

Les participants à cette rencontre ont remercié le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour son généreux parrainage du colloque, souhaitant à l'Algérie et aux pays de la nation musulmane le progrès, la civilisation, la sécurité et la paix.

Ils ont, à cette occasion, lancé un appel aux institutions chargées de la vie publique à élever le comportement social à des niveaux civilisés qui servent l'intérêt public.

Les instances religieuses ont été, pour leur part, appelées à activer pour acquérir les compétences pour s'adapter à l'évolution de la vie publique, tandis que les organes médiatiques en général et électroniques et virtuelles en particulier ont été invités à faire preuve d'une grande responsabilité envers l'opinion publique et la société. Le communiqué final incite aussi les instances cultu-



relles et sportives à accorder toute l'attention aux activités ayant un rôle majeur dans la formation de l'être humain et de son comportement. Un appel a été lancé également aux instances scientifiques et aux laboratoires de recherche pour "concentrer les efforts de recherche sur les profondes mutations que connaissent actuellement les sociétés et œuvrer à trouver des solutions appropriées aux problèmes qui en découlent".

Le communiqué appelle aussi les acteurs de la société civile et les forces vives à "fournir davantage d'efforts pour contribuer à la valorisation des tendances positives de la société et leur promotion à travers des programmes et des projets spécifiques qui répondent aux aspirations de la société".

En outre, les participants appellent les établissements éducatifs à inter-

agir avec les méthodes pédagogiques modernes et à fournir plus d'efforts pour éduquer les nouvelles générations sur les comportements civilisés souhaités, insistant également sur "l'achèvement de projets et d'institutions œuvrant dans le sens de l'orientation de l'opinion publique et de la création de programmes et d'espaces qui tendent vers l'amélioration du comportement des citoyens à des niveaux civilisés recommandés par notre religion".

Le colloque international intitulé "Civisme, conscience, action, coexistence" a été organisée trois jours durant par le Haut conseil islamique (HCI), avec la participation de représentants d'organismes et d'institutions religieuses de plusieurs pays du monde, en plus d'enseignants et chercheurs d'universités algériennes et arabes.

EDUCATION
Versement des revalorisations salariales des fonctionnaires de l'Éducation : Belaabed insiste sur l'impératif de respecter les délais impartis

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Abdelhakim Belaabed a insisté, lundi sur l'impératif de respecter les délais impartis dans le versement des revalorisations salariales pour les fonctionnaires du secteur, à savoir avant le mois de Ramadhan, tout en faisant preuve de rigueur dans la gestion de ce dossier, indique un communiqué du ministère.

Le ministre a présidé une conférence nationale en visio-conférence consacré à l'examen de la disposition des directions de l'Éducation à prendre en charge les augmentations de salaires décidées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et leur versement avant le mois de Ramadhan, ainsi que l'évaluation de la mise en œuvre des opérations liées à la gestion.

Lors de cette conférence qui a vu la présence de cadres de l'Administration centrale et des directeurs de l'Éducation, M. Belaabed a souligné l'impératif de "respecter les délais impartis tout en faisant preuve de rigueur nécessaire dans la gestion de ce dossier".

Le ministre a suivi dans ce cadre un exposé présenté par le directeur des ressources financières et matérielles. Il a souligné la nécessité "de finaliser la validation des listes nominatives arrêtées au 31 décembre 2022, sachant que la majorité des directions avait finalisé cette opération". Il a mis l'accent en outre sur la nécessité "de poursuivre les opérations de contrôle et la maintenance continue des équipements de chauffage, tout en sensibilisant les directeurs des établissements de l'Éducation à l'importance de veiller personnellement à ce sujet".

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Introduction de spécialités adaptées aux enjeux de la sécurité alimentaire, hydrique et énergétique (ministre)

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels Yacine Merabi a insisté lundi à Saïda sur l'introduction de nouvelles spécialités de formation adaptées aux enjeux de la sécurité alimentaire, hydrique et énergétique.

Dans une déclaration à la presse, le ministre a indiqué que dans sa stratégie, le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels repose sur l'introduction de nouvelles spécialités de formation conformes aux enjeux de la sécurité alimentaire, de l'eau et énergétique en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

M. Merabi a souligné que son département ministériel accorde une importance au domaine de dessalement de l'eau de mer, signalant qu'il a été procédé, dans ce cadre, à l'ouverture de plusieurs nouvelles spécialités en métiers de l'eau dans des établissements de formation.

Il a affirmé, dans ce contexte, la détermination du ministère à généraliser cette spécialité couronnée par un diplôme de technicien supérieur à la session de septembre 2023 aux zones côtières.

Par ailleurs, le ministre a appelé tous les directeurs d'établissements de formation du pays à signer des conventions de partenariat avec des partenaires économiques à partir de l'actuelle rentrée de formation.

Dans ce cadre, il a insisté sur l'effort continu en coordination avec les entreprises économiques dans le domaine de l'apprentissage, pour paraphraser des accords visant à intégrer de nombreux apprentis et diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

Yacine Merabi a présidé, à l'Institut national spécialisé dans la formation professionnelle "Amara Kada" de Saïda, l'ouverture des travaux d'une journée d'étude sur "les grandes cultures" (céréales), organisée par le même établissement.

Le ministre a indiqué, dans une allocution pour la circonstance, que le thème de cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de développement du secteur agricole pour garantir l'autosuffisance.

Au centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) "chahida Grina Badra" au chef-lieu de wilaya, il a présidé la cérémonie de signature de quatre conventions de partenariat entre le secteur et les communes de Tiricne, Saïda, Ouled Brahim, Youb, et celle relative à la formation préparatoire au profit du personnel des collectivités locales du grade d'agent administratif.

Dans la commune d'Aïn Lahdjar, M. Merabi inauguré le nouveau bloc pédagogique du CFPA "Chadli Bendahmane" dans le cadre de l'extension de cette structure.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Lancement de neuf plateformes numériques

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a supervisé, lundi à Alger, le lancement de neuf plateformes numériques.

Ces plateformes comprennent le Carnet numérique de référence adéquation formation-emploi (CRAFE), la gestion de projets innovants, l'évaluation des chercheurs permanents, le Cinéma de l'université, la candidature au poste de directeur, les œuvres universitaires, le suivi des biens, les étudiants étrangers, le réseau de communication et le logiciel anti-plagiat.

S'exprimant à l'occasion, M. Baddari a indiqué qu'"avant fin janvier prochain, toutes les plateformes numériques seront lancées", ajoutant que 42 plateformes concerneront la vie pédagogique et la recherche et 4 seront dédiées à la vie estudiantine en matière d'œuvres universitaires".

Il a, dans ce cadre, fait savoir que "le dernier lundi de chaque mois verra le lancement de ces plateformes, en concrétisation du plan numérique principal du secteur", soulignant que ce lancement intervenait en exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui tenait à numéri-

ASSISES NATIONALES DE L'AGRICULTURE

Les ateliers préparatoires sanctionnés par une série de recommandations

Les ateliers préparatoires aux Assises nationales de l'agriculture ont été sanctionnés lundi à Alger par une série de recommandations formulées par des représentants de divers acteurs en la matière pour promouvoir le secteur et réaliser la sécurité alimentaire durable.

Ces recommandations constituent le fruit de plusieurs mois de travail en préparation des Assises nationales de l'agriculture qui seront organisées ce mardi, à travers quatre ateliers portant sur "les moyens et les facteurs de production", "la promotion des filières stratégiques", "l'organisation et l'accompagnement" et "l'économie forestière et le barrage vert", selon les explications fournies lors de la clôture de ces rencontres.

Ces ateliers ont été organisés au niveau de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), de l'Institut national algérien de la recherche agronomique (INRAA), du Centre national de contrôle et de certification des semences et plants et de la Direction générale des forêts (DGF).

Ils ont permis de mettre l'accent sur les aspirations des paysans et des experts et de cerner les obstacles entravant la réalisation des objectifs escomptés du secteur.

Le foncier industriel, l'irrigation complémentaire et



le financement étaient au cœur des débats du premier atelier abrité par l'INRAA, où les participants ont souligné la nécessité de renforcer le secteur de l'agriculture à travers le plan du cadastre, la numérisation du secteur et la facilitation de l'accès au financement.

À cet effet, le directeur du foncier agricole et de la mise en valeur des terres au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Wahid Tefiani, a insisté sur la nécessité d'assainir le foncier agricole, soulignant que "la révision des méca-

nismes d'accès est devenu plus qu'impératif à l'heure actuelle".

"Nous avons essayé d'attirer le plus grand nombre possible de secteurs et d'organes à cet atelier pour dégager des solutions adéquates, ce qui a donné lieu à une série de propositions qui seront présentées mardi lors des assises nationales sur l'agriculture avant d'être soumises aux autorités compétentes", a-t-il poursuivi.

Concernant le deuxième atelier sur "la promotion des filières stratégiques", la

directrice de la promotion et de la valorisation des produits agricoles, Bouchra Boudaoud, a fait savoir que ces discussions avaient permis d'élaborer une série de mesures visant le développement et le renforcement des différentes filières pour une sécurité alimentaire durable.

Ces ateliers organisés par le Centre national de contrôle et de certification des semences et plants (CNCC) ont porté sur l'importance d'adopter un système national des statistiques pour l'identification du cheptel, a-t-elle poursuivi.

Elle a insisté, en outre, sur l'impératif de "mettre en place toutes les incitations financières au profit des projets relatifs à l'industrie manufacturière afin d'absorber l'excédent de la production agricole et de réguler le marché local, en sus d'encourager la création de coopératives de services spécialisées dans la machinerie et le matériel agricole, lesquels joueront un rôle dans le développement agricole et rural durable".

IMPORTATION DES VÉHICULES DE MOINS DE 3 ANS

Le texte d'application publié au Journal officiel

Les conditions et modalités de dédouanement et du contrôle de conformité des véhicules de tourisme et utilitaires d'occasion, de moins de 3 ans, acquis par les particuliers résidents, ont été fixées par un décret exécutif publié au Journal officiel n 11.

Selon ce décret exécutif n 23-74 signé le 20 février en cours par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, le particulier résident (toute personne physique résidente en Algérie) est autorisé à acquérir auprès des personnes physiques ou morales un véhicule d'occasion pour sa mise en circulation en Algérie, "une

seule fois tous les trois ans", à compter de la date de la déclaration de sa mise à la consommation.

Il est entendu par véhicule d'occasion tout véhicule, de tourisme ou utilitaire, usagé dont l'âge "ne dépasse pas les trois ans", entre la date de sa première mise en circulation et la date de la souscription de la déclaration de sa mise à la consommation.

Toutefois, il est autorisé d'importer uniquement les véhicules particuliers, de tourisme ou utilitaire, électrique ou à moteur à piston alternatif, à allumage par étincelle (essence) ou hybride (essence et électrique), selon le texte excluant ainsi les véhicules roulant au diesel.

L'importation des véhicules d'occasion par des particuliers résidents "s'effectue sur leurs devises propres", d'après le même décret précisant par ailleurs que le dédouanement pour la mise à la consommation des véhicules d'occasion est soumis au paiement des droits et taxes exigibles, conformément à la législation en vigueur.

S'agissant des conditions d'éligibilité pour les véhicules d'occasion, "ils doivent être en bon état de marche, ne doivent présenter aucun défaut majeur ou critique et doivent satisfaire aux exigences réglementaires en matière de sécurité et d'environnement et, le cas échéant, aux normes du constructeur", souligne la même source ajoutant qu'en cas de non-conformité du véhicule constatée par l'expert agréé par le ministère chargé des mines, "le véhicule doit être réexporté à la charge du particulier résident importateur, le cas échéant, le véhicule est pris en charge conformément à la législation et à la réglementation douanière".

Les véhicules d'occasion importés sont admis, temporairement, sur le territoire national moyennant la délivrance d'un titre de passage en douane valable pour une durée d'un mois, non prorogeable, lit-on dans le même texte.

Concernant le dossier de dédouanement pour la mise à la consommation du véhicule, le décret exécutif stipule qu'il doit être introduit au niveau du bureau de douane d'entrée ou du bureau de douane territorialement compétent, par rapport à la résidence du particulier résident.

Le dossier doit contenir une copie de la pièce d'identité du particulier résident ou une copie de la carte de résident pour les étrangers, un certificat de résidence du particulier résident, un certificat d'immatriculation du véhicule à l'étranger ou tout autre document équivalent, un document attestant le transfert de la propriété du véhicule, facture d'achat et/ou contrat de vente, un document datant de moins de trois mois, justifiant le bon état de marche du véhicule, établi par un organisme habilité du pays de son immatriculation et le rapport d'expertise de conformité établi par l'expert agréé par le ministère chargé des mines.

Par ailleurs, il est indiqué que, sous réserve des règles de réciprocité, les dispositions du présent décret s'appliquent aussi aux véhicules de tourisme cédés à des particuliers résidents, par les représentations diplomatiques ou consulaires étrangères et les représentations des organisations internationales accréditées en Algérie, ainsi que leurs agents.

En vertu de ce décret, un fichier national doit être créé au niveau de l'administration des douanes, relative aux opérations d'importation et d'acquisition des véhicules d'occasion, effectuées par les particuliers résidents.

Quant aux véhicules d'occasion introduits sur le territoire national pour un séjour temporaire dans un cadre touristique, il est indiqué qu'"ils sont exclus du bénéfice des dispositions du présent décret".

NÂAMA

Enregistrement de plus de 30 mémoires de fin d'études ouvrant l'accès à un certificat de startup

L'incubateur des affaires du Centre universitaire Salhi-Ahmed de Nâama a recensé, durant l'année universitaire 2022-2023, pas moins de 36 mémoires de fin d'études ouvrant l'accès à l'obtention d'un label de startup, a-t-on appris lundi auprès de l'incubateur.

L'accompagnement de 36 projets de recherche a été enregistré via la plateforme "projet innovant" destinée aux étudiants en fin du cursus universitaire au Centre universitaire Salhi-Ahmed de Nâama, en vue de leur permettre d'obtenir un label de startup, a indiqué le responsable de l'incubateur, Berrah Nacer Ali, en marge d'une journée d'information et de sensibilisation sur "le guide du projet pour obtenir le label de startup".

Ces mémoires de fin d'études ont été acceptés sur évaluation initiale par les membres du comité scientifique de l'incubateur, a-t-on fait savoir, notant que chaque projet concerne un groupe de travail allant jusqu'à 6 étudiants. Les projets de mémoire de fin d'études pour l'obtention d'un label de start-up émergente se répartissent sur la licence et le master en spécialités de Techno logie,



Sciences, Sciences de gestion, Sciences économiques et commerciales, Droit, Sciences politiques, Sciences humaines et sociales, selon la même source. La direction du CU de Nâama a réservé des espaces équipés au niveau des laboratoires de recherche aux étudiants pour leur permettre de développer leurs idées innovantes et leur concrétisation à travers la création de startup et de bénéficiaire d'une assistance pour des formations au niveau d'entreprises économiques où leurs solutions innovantes sont exploitées selon le besoin, en plus de bénéficier de différents dispositifs de soutien et de financement mis en place par l'Etat, a-t-on ajouté. La journée d'information, où des

orientations et des conseils techniques ont été présentés aux étudiants, s'est déroulée en présence de représentants de dispositifs de soutien technique et de financement, à l'instar de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE).

orientations et des conseils techniques ont été présentés aux étudiants, s'est déroulée en présence de représentants de dispositifs de soutien technique et de financement, à l'instar de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE).

MILA

Le rôle social des institutions économiques islamiques soulignée (rencontre)

Les institutions économiques islamiques "jouent un rôle important et impactent positivement sur le plan social conforté par la législation musulmane", ont indiqué lundi les participants aux travaux du colloque international sur "Les institutions islamiques, enracinement doctrinaire et conceptuel".

Le président du colloque, Miloud Berni, qui a présenté le thème "L'identité de l'institution économique islamique", a considéré que ces institutions "ont un impact puissant sur la société du fait qu'elles réservent une grande partie des bénéfices aux actions sociales et aux œuvres caritatives".

L'intervenant a souligné que "ces institutions s'occupent de la commercialisation et de prestations de services selon les principes islamiques qui réservent une large part aux actions sociales", a-t-il souligné, avant de mettre la lumière sur les fondements scienti-

fiques qui distinguent ces institutions. Aïssa Hirèche, ancien professeur à l'université de Biskra a souligné, dans sa communication intitulée "Définition du concept d'institution économique islamique", que "la spécificité de ces institutions dont on a parlé largement dans les années 70 du siècle passé, est que leur gérant doit être de confession musulmane, et elles doivent activer dans un domaine considéré comme licite et produire une Zakat qui revient aux actions sociales".

Les chercheurs ont débattu, dans ce contexte, de la différence avec les autres institutions économiques et ont recommandé d'approfondir la notion "institution économique islamique".

Le docteur Abdelmadjid Merouani de l'université de Djendouba, Tunisie, a intitulé son intervention, "Le bénéfice illicite en Islam: une analyse écono-

mique", dans laquelle il a évoqué les banques islamiques en tant qu'"institutions économiques, soulignant que "ces institutions financières résistent aux crises par rapport aux autres banques".

Il a également analysé les services proposés par les banques islamiques qui orientent leurs bénéfices vers le financement des hôpitaux ou vers la recherche scientifique, mettant en exergue les secrets de leur viabilité et leur résistance face aux crises.

Le colloque, organisé par l'Institut des sciences économiques et commerciales et des sciences de la gestion, du Centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila, en coordination avec le Laboratoire numérisation et prospective économique de l'université Alger-3, se poursuivra mardi, a rassemblé des intervenants d'Arabie Saoudite, d'Indonésie, de Tunisie et des universités algérienne.

MASCARA

Des mesures urgentes pour relancer les activités des locaux professionnels non exploités

Les autorités de wilaya de Mascara ont pris des "mesures urgentes" pour relancer les activités des locaux professionnels non exploités se trouvant au chef-lieu de wilaya, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

La cellule de communication des services de la wilaya de Mascara a indiqué que ces mesures ont été prises suite à une visite

inopinée effectuée par le wali, Amar Rouabhi dimanche soir, aux locaux professionnels non exploités depuis plusieurs années dans la ville de Mascara, et portant sur le recensement de ces structures par les services de la daïra et de la commune.

Entre autres mesures, la même source cite la récupération des locaux professionnels non

exploités par les jeunes bénéficiaires des dispositifs de soutien à l'emploi et leur octroi aux porteurs de projets désireux de les exploiter réellement.

Elles comprennent également des mesures judiciaires à l'encontre des personnes qui se sont désistées des locaux professionnels par voie de vente ou de location et ceux les transformant en

logements, sachant que ces locaux sont destinés à créer des activités professionnelles, selon la même source. Il est prévu prochainement, la prise de mesures similaires pour toucher l'ensemble des locaux professionnels non exploités depuis plusieurs années, à travers l'ensemble des communes de la wilaya de Mascara, a-t-on fait savoir.

CONSTANTINE

Artistes et sportifs ayant contribué à la promotion du patrimoine local pendant le CHAN honorés

La célébration de la Journée arabe du patrimoine a été marquée à Constantine par l'organisation d'une cérémonie en l'honneur d'artistes et sportifs ayant contribué à la promotion du patrimoine local pendant le déroulement de l'édition du Championnat d'Afrique des nations de football CHAN 2022 (13 jan-4 fév) dont une partie des rencontres s'est déroulée dans cette wilaya. Des artistes plasticiens et autres sportifs affiliés aux différents clubs et associations de la wilaya de Constantine ont été honorés à cette occasion par les autorités locales civiles et militaires au cours d'une cérémonie organisée en leur honneur à la maison de la culture Malek-Haddad.

Parmi les artistes honorés à cette occasion figurent des jeunes de l'atelier des beaux arts de la maison de la culture Malek-Haddad et de l'Ecole des Beaux arts de Constantine qui ont confectionné une fresque "art et patrimoine" à la cité Zouaghi-Slimane dans le cadre des préparatifs engagés par la wilaya à l'occasion du CHAN.

Les concepteurs (jeunes artistes) d'une mosaïque artistique relatant avec professionnalisme l'histoire et l'identité de la ville de Constantine et qui a été présentée pendant le CHAN, ont été également honorés à cette occasion qui a été mise à profit pour revenir sur la profondeur et la valeur du patrimoine local. Des associations sportives comme l'association des vétérans du Club sportif Constantinois CSC, Olympique Hamma-Bouziane, clubs des jeunes talents Ali-Mendjeli, Union sportive Faubourg, Club des sports mécaniques, l'association des filles sportives d'El-Khroub et le Club Bina de Constantine ayant contribué par des actions de sensibilisation et d'accompagnement à la réussite de l'événement du CHAN ont été ainsi honorés. La célébration de la Journée du patrimoine culturel arabe célébré le 27 février de chaque année a vu l'organisation également d'une exposition sur le patrimoine constantinois qui a mis en valeur les œuvres réalisées par des artistes constantinois versés dans différentes spécialités en rapport avec le patrimoine populaire local.

Les autorités locales ont à cette occasion visité les stands réservés à l'habit traditionnel constantinois, la distillation de l'eau d'orange, les bijoux traditionnels et gâteaux traditionnels et de dinanderie dressés dans le hall de la maison de la culture Malek-Haddad.

Appel à renforcer l'usage de la technologie verte pour préserver l'environnement (colloque)

Les participants aux travaux du premier colloque national sur "les technologies vertes au service de l'environnement et du développement durable" ont mis l'accent lundi à Constantine sur la nécessité de "renforcer l'usage de la technologie verte pour préserver l'environnement et réaliser le développement durable". "L'utilisation de la technologie verte, amie de l'environnement, permet de réduire la pollution et de stopper la dégradation de l'environnement", a estimé, à ce propos, Amina Belayadi, professeur en aménagement urbain à la faculté des Sciences sociales et humaines de l'Université Bachir El-Ibrahimi de Bordj-Bou-Arredj, au cours de son intervention par vidéoconférence à la salle des conférences de l'Ecole normale supérieure (ENS) Assia-Djebbar de Constantine.

Cette option, a-t-elle ajouté, "permet également de conserver l'équilibre écologique en introduisant la variable compétence dans l'utilisation des ressources renouvelables", précisant que la technologie verte s'appuie essentiellement sur l'énergie durable, telles que les cellules photovoltaïques, les turbines éoliennes et l'énergie solaire. Pour la conférencière, la technologie verte constitue un "axe central" dans la valorisation des déchets et leur transformation en ressource créatrice de postes d'emploi et la conservation des ressources naturelles et de l'environnement, en réduisant les effets de serre. Dans sa communication intitulée "Utilisation de la technologie verte dans la protection de l'environnement en Algérie", Aicha Benazzou de l'Université Constantine-3 Salah Bounider a souligné que la gestion des déchets ménagers, suivie dans nombre de pays conformément au développement des techniques d'intervention dans toutes les étapes, collecte, transport et traitement, permet de réduire la pollution.

Elle a précisé que l'Agence nationale des déchets en Algérie a opté pour l'application "Nettoyage", une plate-forme électronique, pour la protection de l'environnement.

Cette application, a précisé Mme Benazzou, s'adresse essentiellement aux habitants "en tant qu'agent principal de toute action verte et elle appelle à plus de civisme pour affronter toute menace contre l'équilibre écologique".

Dans son intervention intitulée "La mutation verte, une voie pour réaliser le développement durable en Algérie", Noureddine Bekkari, de l'Université Hamma Lakhdar d'El Oued, a estimé que l'économie verte constitue une source de développement des technologies et un élément déterminant dans la réalisation du développement durable, l'amélioration de la compétitivité des PME en leur permettant de multiplier les innovations dans la perspective de ce qu'il a appelé "la durabilité environnementale".

M. Bekkari a souligné que l'économie verte favorise la prospérité sociale en développant les compétences dans l'utilisation des ressources naturelles et en réduisant les gaz à effet de serre et la production des déchets.

INVESTISSEMENT

Plus de 1.175 projets inscrits entre novembre 2021 et février 2023 (AAPI)

Le nombre d'investissements inscrits auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a atteint 1.175 projets, de novembre 2021 à la mi-février courant, a dévoilé, lundi à Tipasa, son directeur général, Omar Rekkache.

"Les projets inscrits auprès de l'AAPI, depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'investissement en novembre 2021, représentent une valeur d'investissement globale estimée à plus de 389 milliards DA, et ont permis la création de plus de 30.000 emplois", a indiqué M.Rekkache, lors du colloque régional sur l'investissement, organisé au Centre universitaire de Tipasa sous le titre "L'investissement pour consacrer une approche économique efficiente".

Il a fait cas, à ce titre, de 29 projets d'investissements étrangers, dont 11 investissements directs étrangers et 18 projets dans le cadre de partenariats, soulignant que le climat de l'investissement en Algérie est "propice et encourageant pour les opérateurs".

"Il y a aussi des contacts avancés avec des investisseurs étran-

gers, dont de grandes sociétés, pour le lancement de nouveaux projets en Algérie", a-t-il ajouté.

M. Rekkache a estimé, par ailleurs, que "l'investissement en Algérie va devenir très attractif pour les projets", suite à la "révision et enrichissement du projet de loi sur le foncier économique définissant les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine de l'Etat, comme dicté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du Conseil ministériel du 24 janvier dernier".

Il a réitéré, à cette occasion, "l'engagement de l'AAPI à accompagner et à soutenir les investisseurs et porteurs de projets". A son tour, le wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta a révélé que la stratégie mise au point depuis novembre 2021, a permis le recensement de 28 projets d'invest-

issement d'une valeur globale de 18 milliards de DA, en phase d'exploitation à Tipasa, et ayant permis la création de 4.000 emplois.

La commission de wilaya en charge d'aplanir les obstacles pour les investisseurs, a régularisé 12 projets, d'une valeur estimée à 4 milliards de DA, et ayant permis la création de 2.000 emplois. Elle a, également, accordé 9 autorisations exceptionnelles d'exploitation à décembre 2022, pour un investissement global de plus de 3,5 milliards de DA, et ayant permis la création de 1.820 emplois. En marge de ce colloque initié par les services de la wilaya, en coordination avec l'AAPI, une exposition a été organisée avec la participation de plus d'une quarantaine d'investisseurs et d'opérateurs économiques des wilayas de Tipasa, Alger et Blida,



en plus d'entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies des pesticides, l'extraction des huiles végétales, la production de fromage et autres.

Le directeur général du Fonds de financement des startups, Hachani Okba a, également, pris part à cette rencontre, aux côtés de cadres de la Direction générale des impôts, dans le but d'animer des communications sur le rôle de chaque organisme participant et sur les facilitations accordées aux investisseurs pour contribuer

à l'édification d'une économie nationale forte.

"Cette rencontre vise à faire la promotion de la nouvelle loi sur l'investissement et les textes d'application l'accompagnant, au même titre que sur les organismes nationales à dimension stratégique, et la promotion de la production nationale, tout en constituant un espace pour un échange de contacts et d'expériences entre opérateurs économiques", ont indiqué les organisateurs.

ORGANISATION AFRICAINE DES ASSURANCES

Réunion à Alger pour la préparation de la 49^{ème} Assemblée générale (CNMA)

Une réunion de travail s'est tenue au siège de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) pour la préparation de la 49^{ème} Conférence et Assemblée générale de l'Organisation africaine des assurances (OAA) qui sera organisée du 27 au 31 mai prochain à Alger, indique lundi la CNMA dans un communiqué. Cette réunion a regroupé les principaux acteurs pour la préparation de cet événement, à savoir, le président de l'OAA Ben Kawanget et son secrétaire général, Jean Baptiste Ntukamazina ainsi que le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia, le président du comité local d'organisation Cherif Benhabiles et le secrétaire du comité, Sid Ali Ouzane, fait savoir le communiqué. Les participants à cette réunion ont préconisé la promotion des assurances dans le continent africain lors de ces assemblées, en soulignant l'importance de ce secteur en tant que levier de développement économique et social en Afrique, selon la même source.

La 49^{ème} Conférence et Assemblée générale de l'OAA se tiendra du 27 au 31 mai prochain, à l'hôtel Aurassi, sous le thème: "La contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique". L'occasion sera donnée, lors de cet événement, pour des échanges d'expériences entre les acteurs du marché international des assurances et ce, pour l'accompagnement des programmes socio-économiques destinés à assurer et préserver la sécurité alimentaire pour les pays africains", souligne la même source. Pour rappel, la CNMA a été élue au comité exécutif de l'OAA, lors de la précédente session de son Assemblée générale, tenue le 30 juin 2022 à Nairobi (Kenya).

De plus, le directeur général de la CNMA a été élu vice-président de l'organisation. Alger avait abrité en 2008 les travaux de la 35^{ème} Conférence et Assemblée générale de cette organisation continentale qui compte 55 Etats membres. Créée en 1972, l'OAA est une organisation non gouvernementale reconnue par de nombreux gouvernements africains, son secrétariat permanent est établi au Cameroun. Elle a été créée pour développer une industrie saine de l'assurance en Afrique et promouvoir la coopération interafricaine en matière d'assurance et de réassurance.

ASMIDAL

Le groupe obtient la qualité de membre au sein de plusieurs structures de l'Association arabe des fertilisants

Le Groupe ASMIDAL, filiale du Groupe Sonatrach, a obtenu la qualité de membre au sein de plusieurs structures de l'Association arabe des fertilisants (AFA), a indiqué lundi un communiqué du Groupe. Cela est intervenu lors des travaux du 29^{ème} Congrès international des fertilisants organisé par l'Association arabe des fertilisants du 21 au 23 février 2023 au Caire (Egypte), et ce, dans le cadre du renouvellement des structures de l'Association pour les sessions de 2023 et 2024.

Les représentants des cadres de l'entreprise ont obtenu le poste de vice-président de la commission économique, la qualité de membre de la commission technique et le poste de vice-président du groupe de travail des relations publiques de l'Association.

Fertial (filiale d'Asmidal) a obtenu la

qualité de membre de la commission de l'agriculture tandis que l'entreprise "Sorfert" (filiale d'Asmidal) a obtenu la qualité de membre de la commission économique, ajoute la même source.

Ces exploits est le premier de son genre en termes de représentation d'entreprises algériennes au sein des structures de l'Association depuis sa création en 1975 sous la présidence du conseil d'administration du Groupe Asmidal, Mohamed Taher Heouaine, selon la même source. "Ce 34^{ème} congrès intervient après le succès du 3^{ème} Congrès technique international tenu en Algérie du 3 au 6 octobre 2022 au moment où l'industrie des engrais en Algérie a connu un bond qualitatif, à la faveur du lancement de projets structurants susceptibles de lui permettre de renforcer sa place sur le marché international", ajoute

le communiqué. Créée en 1975, l'AFA est une organisation arabe internationale non gouvernementale qui opère sous la bannière du Conseil de l'unité économique arabe.

Elle regroupe 100 compagnies représentant le tiers de l'industrie des engrais dans le monde. L'AFA tend à développer l'industrie des engrais et leurs matières premières, de même que leurs domaines d'utilisation dans le monde arabe, en tenant compte des normes et exigences environnementales.

Parmi ses objectifs, l'intensification de la coopération dans divers domaines et avec les parties compétentes en mettant en avant le rôle complémentaire, voire pionnier dans le soutien de la production agricole et la contribution à la réalisation de la sécurité alimentaire.

INVESTISSEMENT

Les tribunaux commerciaux spécialisés, une des plus fortes garanties pour l'investisseur (Président de la Cour de justice de Sétif)

Les tribunaux commerciaux spécialisés constituent une des plus fortes garanties mises en place par le législateur algérien au profit de l'investisseur, a assuré lundi le président de la Cour de justice de Sétif, Azzedine El Orfi. Intervenant au cours d'une journée d'étude sur "les garanties légales et juridiques de l'investissement dans la loi relative à l'investissement et les textes liés", organisée à la faculté de droit et des sciences politiques de l'université Mohamed-Lamine-Debaghine (Sétif-2), M. El Orfi a affirmé que les tribunaux commerciaux spécialisés constituent une des plus fortes garanties nouvellement institués en Algérie au profit de l'investisseur national et étranger.

Il a ajouté que le but de la création de ces tribunaux est d'amener la justice à jouer un rôle efficace dans la consécration de la sécurité légale et la sécurité juridique requises pour l'amélioration du climat des affaires par le biais de l'association d'ex-

perts à titre consultative pour trancher les litiges outre le fait qu'une justice spécialisée assure précision et célérité lors de l'examen des affaires.

Il a également relevé que le tribunal commercial de Sétif est prêt à entamer l'examen des dossiers d'investissement depuis la prestation du serment par les magistrats adjoints à la présidente de ce tribunal en application des directives du ministre de la Justice Garde des Sceaux.

De son côté, le procureur général près la cour de Sétif, Fayçal Zerdazi, a souligné que l'accélération de l'installation des tribunaux commerciaux spécialisés vient en réponse à l'appel du président de la République lors de l'ouverture de l'année judiciaire en octobre 2022 pour donner un nouveau souffle au travail de la justice par la célérité dans la résolution des litiges et par l'amélioration du climat des affaires de sorte à répondre aux aspirations des opérateurs et investisseurs, assurer la sécurité

juridique et renforcer les garanties accordées par l'Etat dans le code d'investissement".

Il a noté d'autre part que le tribunal commercial spécialisé tranchera les différends commerciaux d'une manière instantanée y compris dans les domaines aérien, maritime, de commerce international, de la propriété intellectuelle outre les litiges des banques et assurances. Le directeur de l'université hôte, Pr. El Kheir Guechi a souligné dans son allocution d'ouverture que l'Algérie s'est fixée, entre autres objectifs fondamentaux, de se libérer de la dépendance d'un mono-revenu économique périssable (hydrocarbures) et pour cela il a fallu mettre en place des garanties notamment légales et juridiques pour l'investisseur, estimant impératif de garantir la liberté de l'investissement qui a été intégrée dans la nouvelle constitution et a été suivie de la réforme de l'arsenal juridique. Il a ainsi ajouté que ces lois ont offert les

garanties fondamentales à l'investisseur dont l'interdiction de la discrimination entre investisseurs en termes de droits et obligations et l'unification des textes.

Il a invité les participants à émettre des recommandations qui appuieront le travail des institutions en charge de l'investissement. Conjointement organisée par la cour de justice de Sétif et l'université Sétif-2, la rencontre a été marquée par la présentation de 10 communications sur notamment la décriminalisation de l'acte de gestion et l'importance des incitations douanières. La journée d'étude s'est déroulée en présence des responsables locaux, de présidents de tribunaux, de procureurs de la République, de juges instructeurs, de présidents de chambre de justice, de magistrats, de cadres des divers secteurs, d'enseignants et d'étudiants universitaires et d'opérateurs économiques.

ENERGIE

Le pétrole se replie, cherche des signaux de la demande

Les cours du pétrole se sont repliés lundi, mal orientés par un indicateur américain avancé qui nourrit les interrogations sur la demande d'or noir, dans un marché hésitant.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a cédé 0,85%, pour clôturer à 82,45 dollars. Quand au baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, également avec échec en avril, il a abandonné 0,83% à 75,68 dollars.

"La semaine dernière, on s'inquiétait de voir l'économie trop vigoureuse, et aujourd'hui, on craint qu'elle ne soit trop molle. Le marché n'arrive pas à se décider", a commenté Phil Flynn, de Price Futures Group.

Ce revirement a été, pour partie, occasionné par un indicateur, les commandes de biens durables aux Etats-Unis, qui ont enregistré une baisse de 4,5% sur un mois en janvier, contre une hausse de 5,1% en décembre. "Le marché est tiraillé entre la préoccupation liée aux hausses de taux aux Etats-



Unis", qui pourraient ralentir la consommation d'hydrocarbures, "et l'espoir d'un rebond énergétique de la demande chinoise", ont observés dans une note les analystes d'Eurasia Group. Aux Etats-

Unis, où les stocks commerciaux de brut restent sur sept semaines consécutives d'augmentation, les opérateurs s'inquiètent du faible

appétit de l'économie américaine pour les produits raffinés. "Il va falloir attendre que les raffineries reprennent du service" après la traditionnelle période de maintenance du mois de février pour jauger la demande et "voir le marché prendre une direction claire", selon Phil Flynn. Plusieurs indicateurs d'activité PMI attendus cette

semaine, notamment en Chine et aux Etats-Unis, devraient donner une première idée de la trajectoire de plusieurs économies en février.

Les traders ont été peu sensibles à l'annonce samedi du pétrolier polonais PKN Orlen, qui a fait état de l'arrêt des livraisons de pétrole russe par l'oléoduc Droujba. Les analystes de Bank of America ont revu leur prévision de prix pour le baril de Brent sur l'année 2023 à 88 dollars en moyenne contre 100 jusqu'ici, mentionnant un "démarrage de l'année plus poussif que prévu". "En l'absence de signaux clairs de tension entre l'offre et la demande, que l'on ne devrait pas voir avant le deuxième trimestre, le sentiment de marché va probablement perdurer", prédisent les analystes d'Eurasia Group.

MARCHÉS BOURSIERS

Les Bourses européennes clôturent en hausse

Les principales Bourses européennes ont clôturé en rebond lundi, après avoir reculé vendredi suite à l'annonce d'une inflation américaine plus élevée qu'attendu. A Paris, le CAC 40 a gagné 1,51% à 7.295,55 points, le Footsie britannique a avancé de 0,72% et le Dax allemand a progressé de 1,13%.

L'indice EuroStoxx 50 a fini en

hausse de 1,66%, le FTSEurofirst 300 a pris 1,13% et le Stoxx 600 1,07%. Sur le terrain des valeurs, les secteurs de l'énergie (+1,37%), des ressources de base (+0,92%), des nouvelles technologies (+1,68%) et de l'automobile (+1,41%) ont fini en bonne mine.

Sur le plan individuel, à Paris, Worldline a progressé de 2,27%, Michelin de

2,73% et Renault de 2,79%. Commerzbank s'est envolé, quant à lui, de 4,55%, après son retour dans l'indice Dax. AB Foods, propriétaire de Primark, a gagné, pour sa part, 1,44% après le relèvement de ses prévisions, et Hennes &amp; Mauritz a bondi de 4,21%, à la faveur de la recommandation de BofA à "acheter".

La Bourse de Tokyo rebondit derrière Wall Street

La Bourse de Tokyo démarrait en rebond mardi matin, inspirée par la hausse des indices de Wall Street la veille à la faveur d'une accalmie sur le marché obligataire, malgré les inquiétudes toujours fortes liées à l'incertitude économique.

L'indice vedette Nikkei gagnait 0,39% à 27.530,54 points vers 01H15 GMT, et l'indice élargi Topix progressait de 0,23% à 1.997,40 points. Après avoir conclu vendredi sa pire semaine de l'année dans la foulée de la publication d'une accélération de l'inflation aux Etats-Unis, la Bourse de New York a été soutenue lundi par les investisseurs à la recherche de bonnes affaires.

"Il semble que beaucoup d'investisseurs ne sont pas confiants dans cette remontée" des indices boursiers, a cependant noté Edward Moya de Oanda, "car l'économie semble encore trop robuste" pour s'attendre à un ralentissement prochain de l'inflation. Le géant postal nippon Japan Post Holdings (-1,17% à 1.215 yens) a annoncé lundi prévoir de vendre plus d'un milliard d'actions de sa filiale bancaire

Japan Post Bank (+0,95% à 1.167 yens) en mars pour un montant qui pourrait approcher l'équivalent de 7 milliards d'euros, dans le but de réduire sa participation de 89% à environ 60%. Cette transaction, décidée pour satisfaire de nouvelles exigences de la Bourse de Tokyo depuis sa réorganisation en trois segments en avril dernier, devrait être suivie d'un rachat d'actions par Japan Post Bank, pour un montant encore à déterminer. Japan Post Holdings souhaite réduire sa participation dans Japan Post Bank à moins de 50% d'ici l'exercice 2025/26.

Le yen était stable face au dollar, qui valait 136,16 yens vers 01H15 GMT contre 136,19 yens lundi à 21H00 GMT. La devise japonaise n'évoluait guère non plus par rapport à l'euro, qui se négociait pour 144,45 yens contre 144,49 yens la veille. Un euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0608 dollar contre 1,0609 dollar lundi. Le marché du pétrole hésitait: après 01H00 GMT le baril de WTI américain stagnait (-0,04%) à 75,65 dollars et celui du baril de Brent de la mer du Nord reculait de 0,24% à 82,25 dollars.

CUBA

Les exportations de cigares en légère hausse

Les ventes internationales de cigares cubains, un des premiers produits d'exportation de l'île, ont légèrement augmenté en 2022, a annoncé lundi l'entreprise Habanos S.A., qui a précisé que l'ouragan Ian ne devrait pas avoir de conséquence sur la production en 2023.

"Nous sommes très satisfaits. Nous avons une hausse de 2% à un taux de change constant, nous avons atteint le chiffre de 545 millions de dollars" de revenus, a déclaré le président du développement de l'entreprise, Juan Lopez, lors d'une conférence de presse à l'occasion du lancement du 23e Festival international du cigare de La

Havane. En 2021, les revenus avaient atteint 568 millions de dollars, soit une hausse spectaculaire de 15% par rapport à 2020 malgré la pandémie de coronavirus. M. Lopez a précisé que les 2% de hausse, malgré la baisse en valeur, s'expliquaient par la dépréciation de l'euro face au dollar, tandis que 54% des ventes du groupe ont lieu en Europe. "Le résultat de 2022 par rapport à 2021, aux taux de change qui existaient en 2021, nous donne une croissance de 2%", a-t-il déclaré.

Habanos S.A. est une contrepartie regroupant l'Etat cubain et le groupe international Altadis, propriété du britannique Imperial Tobacco Group et

dont le siège est en Espagne.

Le tabac cubain, réputé pour être un des meilleurs du monde, est un des premiers produits d'exportation de l'île avec le nickel, les produits de la mer, les vaccins et les services médicaux. Pendant la pandémie, il est même devenu le deuxième poste d'exporta-

tion et un élément essentiel d'entrée de devises sur l'île frappée par sa pire crise économique depuis trente ans.

L'Europe est le principal marché des cigares cubains (54%), suivie par l'Asie (19%), l'Amérique latine (15%) et l'Afrique et Moyen Orient (12%).

MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar cale, le marché a digéré l'idée de taux encore plus élevés que prévu

Le dollar battait en retraite lundi après trois semaines folles qui l'ont vu s'envoler grâce au recalibrage des attentes du marché en matière de politique monétaire, avec pas moins de trois hausses de taux de la banque centrale américaine (Fed) attendues d'ici l'été.

Vers 20H40 GMT, le billet vert lâchait 0,54% face à la monnaie unique, à 1,0606 dollar pour un euro. Le Dollar Index, indice mesurant la valeur du dollar par rapport à un panier d'autres devises, céda 0,51%. Plus tôt lundi, la monnaie commune à vingt pays européens avait atteint son plus bas niveau depuis début janvier, à 1,0533 dollar. En trois semaines, l'euro a chuté de plus de 4,5% face au "greenback", l'un des surnoms du dollar. Une série d'indicateurs américains plus élevés que prévu, qu'il s'agisse de l'activité économique, de l'emploi ou de l'inflation qui peine à fléchir franchement, ont poussé la Fed à tenir un discours plus offensif.

Les opérateurs, qui avaient longtemps douté du ton volontariste des banquiers centraux américains, l'ont cette fois prise au sérieux et ont revu leurs prévisions en matière de taux. Ils tablent désormais, à une écrasante majorité, sur au moins trois relèvements d'un quart de point d'ici l'été, soit un par réunion de la Fed en mars, mai et juin, contre un seul il y a encore un mois. "Maintenant, la Fed et le marché sont alignés", a commenté Adam Button, de ForexLive, ce qui prive le dollar de l'élan dont il a profité durant l'essentiel du mois de février. "Pour qu'il aille plus haut, il faudrait un signal d'un membre de la Fed", estime l'analyste. Plusieurs d'entre eux doivent s'exprimer publiquement cette semaine, notamment le gouverneur Christopher Waller jeudi. La livre sterling, elle, progressait nettement face au dollar après l'annonce d'un accord sur le dispositif post-Brexit en Irlande du Nord.

CARBURANTS

Le Brésil rétablit les taxes sur l'essence et l'éthanol

Le gouvernement brésilien va rétablir les taxes sur l'essence et l'éthanol, qui avaient été suspendues l'année dernière pour juguler l'inflation, avec l'objectif d'"améliorer le recouvrement et éviter un plus grand déséquilibre fiscal". Bien que les taxes qui seront appliquées à ces deux carburants n'aient pas été précisées, le gouvernement a expliqué, lundi, que la mesure devrait permettre cette année de percevoir quelque 28,8 milliards de reais (5,76 milliards de dollars), soit environ 1,5% du produit intérieur brut (PIB). Les taxes sur les carburants avaient été suspendues en mai de l'année dernière sur décision de l'ancien président, Jair Bolsonaro (droite), qui a perdu les présidentielles d'octobre dernier face à l'actuel chef d'Etat, Luiz Inacio Lula da Silva (gauche). Au moment de la décision de Bolsonaro, l'inflation frôlait les 10% sur un an. A son arrivée au pouvoir le 1er janvier, Lula a prolongé la suspension des taxes sur les carburants, mais la situation budgétaire délicate du pays l'a contraint à cette décision. Comme expliqué lundi par le Trésor, les taxes qui seront appliquées à l'essence et à l'éthanol seront fixées dans les prochains jours. Les taxes sur le diesel et le gaz de cuisine continueront d'être suspendues, en raison de leur poids plus important dans l'inflation, qui en janvier était de 0,53% (5,77% sur un an). Le Parti des travailleurs (PT) du président Lula s'est opposé au rétablissement des taxes, arguant que cette mesure aurait un impact direct sur les classes les plus pauvres. Le gouvernement devrait d'abord revoir les politiques de l'entreprise publique Petrobras, qui fixe les prix du carburant sur le marché intérieur en fonction des fluctuations sur les marchés internationaux du pétrole brut, selon le PT.

COLOMBIE

La compagnie aérienne Viva Air suspend son activité

La compagnie aérienne colombienne low-cost Viva Air, qui contrôle 15% du marché dans le pays et détient également une filiale au Pérou, a annoncé lundi la suspension de ses activités en raison de problèmes financiers. "Viva se voit obligée d'annoncer, malheureusement, la suspension de ses opérations avec effet immédiat", indique un communiqué publié sur le site de la compagnie. Basée à Rionegro, dans le nord-ouest de la Colombie, Viva Air desservait 35 destinations en Colombie, au Pérou, au Brésil et en Argentine avec vingt avions. Affectée par la pandémie de Covid-19, elle avait entamé début février une procédure d'insolvabilité. La compagnie souhaitait fusionner avec sa rivale Avianca, numéro un du secteur en Colombie, mais le gouvernement n'a pas autorisé cette opération. Bogota a indiqué lundi qu'un consortium de cinq compagnies sud-américaines parmi lesquelles Aerolíneas Argentinas, Latam et JetSmart pourrait intervenir dans le processus pour protéger "la libre concurrence économique".

ACCIDENT DE TIKJDA Les premières investigations révèlent la responsabilité exclusive du conducteur du bus (Cour de Bouira)

Le procureur de la République près le tribunal de Bouira a affirmé que les premières investigations ont révélé "la responsabilité exclusive" du conducteur du bus, décédé suite à l'accident de la circulation survenu à Tikjda et ayant fait 10 morts et 30 blessés, indique un communiqué de la Cour de Bouira.

Les premières investigations ont révélé "la responsabilité exclusive du conducteur du bus, mort suite à cet accident après avoir effectué un dépassement dangereux sur un virage et perdu le contrôle du bus qui a dérapé et fini sa course dans un ravin de plus de 200 m", lit-on dans le communiqué.

Le procureur de la République a assuré que "la loi garantit l'indemnisation des victimes et ayants droit selon les mécanismes en vigueur".

Pour rappel, l'accident mortel est survenu en date du 24 février à 16h30 sur la RW33 au niveau de la zone touristique de Tikjda, faisant 10 morts, dont le conducteur, et 30 blessés qui étaient à bord d'un bus à destination d'Alger, de retour d'une excursion.

CHLEF Plus de 4.000 ruches d'abeilles bientôt distribuées (Conservation)

4.400 ruches d'abeilles acquises dans le cadre du Fonds national de développement rural, seront prochainement distribuées par la conservation des forêts de la wilaya de Chlef qui est entrain de mettre au point les listes des bénéficiaires, a-t-on appris, lundi, auprès de cette institution.

Selon le conservateur des forêts de Chlef, Kamel Laâres, 4.400 ruches d'abeilles ont été destinées au secteur dans le cadre du programme du Fonds national de développement rural, en vue de leur distribution aux apiculteurs, à raison de 10 ruches chacun (soit 440 bénéficiaires).

"Ces ruches sont fin prêtes pour l'entrée en production et l'exploitation", a-t-il ajouté.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts de développement de l'activité apicole, notamment dans les espaces forestiers, a-t-il précisé, appelant toutes les personnes intéressées à se rapprocher de ses services, en vue de s'inscrire pour bénéficier de ce programme.

Pour sa part, la directrice de la coopérative apicole "El-Djounhouria", Louisa Belkassi a souligné l'"importance" de ce type de programmes dans le "soutien et la promotion de la filière apicole à Chlef, tout en incitant les jeunes à investir dans cette activité, notamment au vu du développement caractérisant cette filière en général et de la hausse de la demande sur le miel et les produits de la ruche", a-t-elle expliqué.

Elle a fait part de la programmation, mercredi prochain, par la coopérative qu'elle dirige, d'une session de formation sur les "Principes de base de l'apiculture", en coordination avec la Chambre d'agriculture de wilaya et avec la participation d'apiculteurs professionnels.

A noter que la production de miel à Chlef a enregistré, cette année, une hausse dans la moyenne de rendement de la ruche comparative-ment à la saison écoulée, selon le Conseil interprofessionnel de la filière apicole, qui a notamment imputé cette embellie aux conditions climatiques propices ayant caractérisé la période de floraison.

La hausse de la moyenne du rendement de la ruche a contribué à la disponibilité de nombreux types de miels, dont le miel d'agrumes, de carotte sauvage, de jujubier, multi-fleurs, outre la gelée royale et autres produits de la ruche, selon la même source.

ORAN

Démantèlement d'un réseau criminel international de faussaires

Les services de la Gendarmerie nationale à Oran ont réussi à démanteler un réseau criminel international composé de quatre ressortissants étrangers, spécialisé dans l'escroquerie et la falsification de billets de banque, a-t-on appris lundi de ce corps de sécurité.

L'opération a été menée sur la base d'in-

formations parvenues à la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Bouffatis faisant état d'individus qui se livraient à l'escroquerie et falsification de monnaie nationale et étrangère via les réseaux sociaux.

Après avoir suivi l'activité des membres de ce réseau et accompli toutes les démarches

judiciaires, quatre personnes de deux nationalités africaines ont été arrêtées, avec la saisie de 35 caisses de coupures en forme de billets de banque, de produits utilisés dans la contrefaçon et de 8 téléphones portables, a-t-on indiqué. Une fois l'enquête achevée, les prévenus seront présentés devant le procu-

reur de la République près le tribunal d'Oued Tlélat pour constitution d'association de malfaiteurs, escroquerie, falsification de billets de banque dans le cadre d'un réseau organisé transfrontalier et séjour illégal dans le territoire national, a-t-on fait savoir.

APS

ALIMENTATION EN EAU POTABLE Rekhroukh : les stations de dessalement contribueront à hauteur de 60% à l'alimentation en eau potable d'ici 2030

Le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures, Lakhdar Rekhroukh, a affirmé lundi à Alger que la stratégie nationale de l'eau visait à renforcer davantage la sécurité hydrique du pays, en augmentant le quota de l'eau dessalée à 60 % du taux global d'alimentation en eau potable à l'horizon 2030.

Lors d'un exposé devant la Commission de la défense nationale de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Ahmed Belalem, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, M. Rekhroukh a indiqué que "le taux des eaux dessalées par rapport aux besoins en eau potable est actuellement estimée à environ 18%, et passera en 2024 à 42% avec la mise en service des cinq stations de dessalement de l'eau de mer, en cours de réalisation".

"D'ici 2030, et avec la mise en service de six (06) autres stations de dessalement dont les travaux de réalisation seront lancés en 2025, le taux d'eau potable issu du dessalement atteindra 60% des besoins nationaux", précise le ministre.

Pour les ressources en eau non conventionnelles, M. Rekhroukh a fait savoir qu'elles constituaient une "solution de base" pour assurer l'eau potable, alors que l'objectif principal de la stratégie nationale en la matière consiste à "garantir de manière définitive l'eau potable pour les habitants vivant dans la bande nord nationale, à une profondeur moyenne de 150 km, où vivent 80% de la population".

A ce propos, il a souligné que cette démarche s'inscrivait



dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du Président de la République, prise lors du Conseil des ministres tenu le 25 juillet 2021, portant généralisation du dessalement de l'eau de mer à toute la région nord du pays.

Et d'enchaîner que l'objectif escompté de cette stratégie consiste en le développement de l'investissement des ressources en eau pour les préserver de la pollution et de l'épuisement, outre leur exploitation optimale pour la réalisation du développement durable de la sécurité hydrique, parallèlement au développement des politiques et des législations en la matière.

Dans ce cadre, le plan d'investissement tracé par le secteur exige le renforcement des capacités de mobilisation des

ressources en eau superficielles à travers la programmation de la réalisation de nombre de nouveaux projets en vue du renforcement du réseau des barrages exploités actuellement, au nombre de 81 structures, a poursuivi M. Rekhroukh. Selon les chiffres avancés par le ministre, le nombre des barrages exploités devrait atteindre à 85 barrages de différentes capacités en 2024, portant ainsi la capacité de stockage nationale à 9 milliards de m3, faisant état d'études en cours pour la réalisation de barrages moyens d'une capacité de stockage globale estimée à 2,5 mds m3.

Globalement, l'Algérie compte près de 600 structures de stockage, dont des barrages et des petites retenues d'eau, 13 systèmes de transfert des eaux,

23 stations de dessalement, 211 stations de traitement et épuration des eaux usées (STEP) d'une capacité de traitement d'un (1) milliard m3/an, et près de 280.000 forages, selon l'exposé présenté par M. Rekhroukh devant les membres de la commission.

Grâce à ces structures, "l'Algérie exploite annuellement près de 11,3 md m3 d'eau de différentes sources (eaux souterraines, barrages, forages, stations de dessalement, STEP), a affirmé le ministre, soulignant que "l'objectif étant d'atteindre, à l'horizon 2030, une capacité de stockage nationale des barrages de 12 mds m3".

S'agissant de l'irrigation, M. Rekhroukh a rappelé que son département ministériel œuvrait dans le cadre du plan d'action du Gouvernement à accompagner le secteur agricole pour la mobilisation des ressources hydriques, notamment à travers la réalisation de barrages et de forages profonds à même de répondre aux besoins d'irrigation au niveau des superficies irriguées.

Il a souligné, dans ce sens, que près de 70% des eaux mobilisées dans le pays étaient destinées à l'agriculture, et ce, en vue d'irriguer des superficies allant jusqu'à 1,5 millions d'hectares.

INCENDIES INDUSTRIELS Une baisse de 13% en 2022

Le taux d'incendies industriels en Algérie a enregistré une baisse de 13,5% durant l'année 2022 par rapport à 2021, ce qui reflète une prise de conscience croissante au sein des établissements industriels concernant les mesures sécuritaires à adopter, a indiqué lundi le chargé d'information à la Direction générale de la Protection civile, Hakim Benaidia.

Dans une déclaration à l'APS, le sous-lieutenant Benaidia a précisé que le taux d'incendies industriels a enregistré une baisse très sensible, passant de 1009 incendies en 2021 à 872 incendies en 2022.

Suite aux "visites et interventions effectuées par les services de la Protection civile

au niveau des établissements industriels, il a été constaté que le nombre d'opérations de contrôle a augmenté au cours de l'année 2022 à 2551 opérations, contre 2420 opérations durant l'année 2021".

Le nombre de visites préventives effectuées par les services de la Protection civile dans les établissements industriels a atteint 2 680 en 2022, contre 2 410 visites en 2021. S'agissant de l'étude de risques, les services de la protection civile ont réalisé 707 4 études en 2022, contre 2511 études en 2021. Le sous-lieutenant Benaidia a ajouté que les visites de conformité effectuées par les services de la protection civile dans les établissements industriels, après avoir

mené une étude de risques, ont atteint 1097 visites en 2022, contre 980 visites en 2021.

Selon le chargé d'information, la hausse du nombre d'opérations de contrôle et de visites, ainsi que des études menées par les services de la protection civile, intervient parallèlement à l'augmentation du nombre d'établissements industriels, mettant l'accent sur l'importance de ces mesures vu leur contribution à la réduction des incendies industriels et à l'accélération de l'opération d'intervention.

Les services de la Protection civile ont secouru 59 personnes suite aux incendies industriels durant l'année 2022, conclut le même responsable.

BOUMERDES

Près de 30.000 foyers raccordés aux réseaux de gaz et d'électricité en 2022

Près de 30.000 foyers ont été raccordés aux réseaux de gaz et d'électricité dans la wilaya de Bouverdes en 2022, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

"Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Groupe Sonelgaz visant à améliorer ses prestations et à satisfaire toutes les demandes d'ap-

provisionnement en énergie à travers la wilaya", a indiqué le responsable de la direction de distribution de Bouverdes, Abdelmoumene Ali Djamil, en marge du lancement d'une caravane de sensibilisation sur les risques d'une mauvaise utilisation du gaz.

Le responsable a signalé le raccordement, en 2022, de près de 17.300 foyers au réseau d'électricité et de plus de

12.600 autres au réseau de distribution de gaz. La même période a également vu le raccordement, par la Sonelgaz, de 68 exploitations agricoles au réseau électrique, au moment où 12 autres opérations de raccordement similaires sont en cours. Quelque 31 investissements industriels ont, aussi, bénéficié d'un raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité, et 12 autres sont en cours

de raccordement. Lancée à partir du chef-lieu de wilaya, la caravane de sensibilisation sur les risques d'une mauvaise utilisation du gaz naturel, initiée par la direction de distribution de Bouverdes, sillonnera les places publiques de différentes communes, dans le cadre de la campagne de sensibilisation, lancée en novembre dernier et qui se poursuivra jusqu'à fin mars prochain.

TURQUIE

2 morts et 140 blessés dans le séisme de Malatya (nouveau bilan)

La Direction de la gestion des catastrophes et des situations d'urgences (AFAD) a annoncé que 2 personnes ont perdu la vie et 140 personnes ont été blessées dans la réplique de magnitude 5,6 qui s'est produite lundi à Malatya, dans le sud de la Turquie.

Selon un communiqué de l'AFAD, 32 personnes ont été sauvées des décombres après la secousse, dont l'épicentre est le district de Yesilyurt de Malatya.

Un précédent bilan avait fait état d'un mort et 69 blessés.

Par ailleurs, 31 immeubles se sont effondrés après cette nouvelle forte réplique.

Lundi, un tremblement de terre de



magnitude 5,6 a frappé la province de Malatya. Son épicentre a été enregistré dans le district de Yesilyurt, à une profondeur de 6,96 kilomètres. Malatya est

l'une des 11 provinces touchées par le double tremblement de terre du 6 février, basés dans la province voisine de Kahramanmaraş.

ENVIRONNEMENT

Pollution plastique : des experts demandent un traité de l'Onu "ambitieux et audacieux"

Seul un traité audacieux et ambitieux des Nations unies, prévoyant des réformes radicales de l'ensemble du cycle de vie des plastiques, peut permettre à la planète d'endiguer la crise mondiale des déchets, ont estimé des experts lundi.

Même si les mesures considérées comme les plus susceptibles de réduire la consommation de plastique dans le monde sont mises en oeuvre, elles ne parviendront pas à empêcher une augmentation substantielle de la production et de l'utilisation de plastique, avertit un rapport de Economist Impact, du groupe The Economist, et de la Fondation Nippon, une organisation philanthropique privée, publié lundi.

Il y a un an à Nairobi (Kenya), 175 pays ont convenu de mettre fin à la pollution plastique dans le monde en élaborant d'ici fin 2024 un traité juridiquement contraignant sous l'égide des Nations unies.

La prochaine session de négociation sur le sujet est prévue en mai à Paris.

Parmi les mesures clés en cours de négociation figurent une interdiction mondiale

des articles en plastique à usage unique, la mise en place d'un système de "pollueur-payeur" et une taxe sur la production du plastique neuf.

Mais même avec un tel arsenal de mesures, il est fort possible que le traité "soit trop faible pour infléchir la courbe de consommation vers le bas", soulignent les auteurs dans un communiqué.

Si les tendances actuelles se maintiennent, l'utilisation de plastique va presque doubler par rapport à 2019 dans les pays du G20 d'ici 2050, pour atteindre 451 millions de tonnes par an, selon le rapport.

Après guerre, en 1950, il n'y avait que deux millions de tonnes de plastique produites sur la planète.

"L'étude souligne le niveau d'ambition et le sentiment d'urgence nécessaires à la table des négociations", a déclaré à l'AFP l'économiste Gillian Parker, coauteur du rapport, basée à Singapour.

Le rapport modélise trois approches politiques - toutes en discussion sous l'égide de l'Onu - qui couvrent l'ensemble du cycle de vie du plastique, de la production à son

élimination. Une interdiction mondiale des plastiques à usage unique inutiles, notamment les sachets et les cotons-tiges, ne ralentirait la croissance de la consommation de plastique que de 14% d'ici à 2050, selon l'étude.

Les filières dites REP (à responsabilité élargie des producteurs), qui font peser la responsabilité de la collecte des déchets finaux et du recyclage sur les industriels émetteurs du plastique, permettraient à peine de freiner l'augmentation prévue de la consommation, en la faisant passer de 451 à 433 millions de tonnes.

Et même une taxe sur la résine de plastique vierge ne réduirait que de 10% la projection de consommation jusqu'en 2050. La mise en oeuvre combinée de ces trois mesures permettrait de faire encore à la consommation mondiale de plastique d'augmenter d'un quart, résumement les experts.

Ces mesures insuffisantes se heurtent de plus à des freins substantiels : producteurs, détaillants, organismes industriels ou associations de consommateurs sont susceptibles de s'y opposer.

"L'industrie a été très claire en disant qu'elle ne pense pas que les taxes soient productives", souligne Mme Parker. Les industries de la chimie et la plasturgie sont encore moins enthousiastes à l'idée de réduire leur production.

Le recyclage, selon le rapport, n'a pas répondu aux attentes, même s'il reste une partie de la solution.

C'est comme "fermer la porte après que les chevaux se sont enfuis", relève Mme Parker.

Il est plus efficace d'intervenir au début du cycle de la filière plastique qu'à la fin, lorsque nous jetons tout, suggère-t-elle.

Mais de nombreux pays ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour gérer l'ampleur des déchets plastiques générés et il reste moins coûteux de produire du plastique vierge que de le recycler.

Mme Parker et son équipe restent toutefois optimistes. "Ce n'est pas un problème insoluble", déclare-t-elle.

Avec des interventions contraignantes et applicables et des incitations économiques, la pollution plastique est un problème "soluble", selon elle.

ETATS UNIS

Washington se mobilise face à la hausse "alarmante" du travail illégal des enfants

Le gouvernement américain a annoncé lundi vouloir renforcer la lutte contre le travail des enfants aux Etats-Unis, le nombre de mineurs employés illégalement dans le pays ayant bondi de 69% depuis 2018.

Au cours de la dernière année fiscale aux Etats-Unis, le ministère du Travail a identifié 835 entreprises ayant fait travailler 3.800 enfants en infraction aux lois et a observé une hausse de 26% des enfants embauchés spécifiquement sur des postes dangereux.

Ce sont des "tendances alarmantes", a estimé une responsable de l'administration de Joe Biden lors d'un briefing avec la presse. Elles accompagnent l'afflux aux Etats-Unis d'enfants venant d'Amérique latine pour fuir la violence ou la pauvreté dans leur pays d'origine, la majorité d'entre eux arrivant sans parent.

Pour tenter de freiner cette augmentation, le ministère du Travail et celui de la Santé, chargé de s'occuper des migrants arrivant seuls dans le pays, ont prévu de créer un groupe de travail spécifique pour mieux partager leurs informations.

Le ministère du Travail va parallèlement lancer une initiative visant à mieux appliquer les lois, en ciblant notamment plus les régions et secteurs où les infractions sont les plus répandues.

Il prévoit aussi de scruter de plus près les entreprises travaillant avec des partenaires et des agences d'intérim ayant recours au travail des enfants.

"Trop souvent, les entreprises détournent le regard et affirment que leur agence de recrutement, leur sous-traitant ou leur fournisseur est responsable", a déploré dans un communiqué le ministre américain au Travail, Marty Walsh, en appelant à une vaste mobilisation. "Ce n'est pas un problème du 19^e siècle - c'est un problème d'aujourd'hui".

Nous avons besoin que le Congrès monte au créneau, que les Etats montent au créneau", a-t-il relevé.

Selon les textes actuels par exemple, l'amende maximale pour une infraction aux lois sur le travail des enfants est de 15.138 dollars par cas.

"Ce n'est pas assez élevé pour être dissuasif pour les grandes entreprises profitables", estime le ministère du Travail. Aux Etats-Unis, le travail des mineurs est autorisé à partir de 14 ans, avec un nombre limité d'heures pour les enfants de moins de 16 ans afin qu'ils puissent continuer d'aller à l'école.

Certains postes dangereux, dans des usines ou des abattoirs par exemple, sont par ailleurs interdits aux mineurs. Le New York Times a publié samedi une enquête montrant la présence croissante de mineurs migrants, parfois dès l'âge de 12 ans, dans de nombreux secteurs de l'économie américaine, qu'il s'agisse d'usines de voiture, de chantiers de construction ou de livraisons.

Les Etats-Unis en proie à la violence par arme à feu (presse)

Les Etats-Unis sont en proie à des attaques à l'arme à feu qui s'accroissent, n'épargnant pas écoles, hôpitaux, églises, centres commerciaux, communautés musulmanes et afro-américaines, a rapporté le magazine américain, The Geopolitics.

Le gouvernement américain autorise ses citoyens à détenir en toute légalité 390 millions d'armes à feu, "et c'est pour cela que tous ces incidents ont lieu", estime le magazine.

Selon le Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC) des Etats-Unis, 4.300 enfants ont perdu la vie dans des attaques à l'arme à feu en 2020, soit 33,4% de plus qu'en 2019.

Les accidents de la route ont été la cause de décès la plus fréquente des jeunes Américains ces dernières années, suivis juste après des attaques à l'arme à feu.

"Le recours aux armes à feu continue d'augmenter en raison du manque de contrôle de ces objets conçus pour tuer", indique l'article.

"Pourtant, ni les administrations républicaines ni les administrations démocrates n'ont approuvé de changement majeur aux lois sur les armes à feu", observe-t-il.

"La violence par arme à feu est devenue une crise des droits de l'Homme aux Etats-Unis.

Plus de 39.000 hommes, femmes et enfants sont tués par ces équipements permettant de tuer des êtres vivants chaque année aux Etats-Unis en conséquence de l'accès facile et répandu à ces armes pour les particuliers et les familles, et des réglementations permissives", ajoute l'article.

La banquise de l'Antarctique atteint un nouveau plus bas

L'étendue de la banquise en Antarctique a atteint fin février un nouveau plus bas, marquant un record de fonte depuis le début des mesures satellitaires il y a 45 ans, a annoncé lundi l'observatoire américain de référence.

La banquise de l'Antarctique fond en été et se reconstitue en hiver.

Mi-février, le centre américain National Snow and Ice Data Center (NSIDC) avait annoncé qu'avant même la fin de l'été, elle avait davantage fondu qu'en 2022, battant alors déjà son record.

Mais la fonte s'est poursuivie, et cette fois la banquise a "probablement atteint son étendue minimum pour l'année, à 1,79 million de kilomètres carrés, le 21 février 2023", a déclaré l'observatoire.

Il a toutefois précisé que ce chiffre était "préliminaire" et que "des conditions de fonte poursuivies pourraient encore pousser l'étendue de glace plus bas".

Une annonce formelle est attendue début mars.

La fonte de la banquise n'a pas d'impact immédiat sur le niveau de la mer, car elle se forme par congélation de l'eau salée déjà présente dans l'océan.

Mais "une étendue de banquise plus faible signifie que les vagues de l'océan frapperont les côtes de la calotte glaciaire, réduisant encore davantage les barrières de glace autour de l'Antarctique", a déclaré dans un communiqué le chercheur Ted Scambos, contributeur pour le NSIDC.

Or la calotte glaciaire -- épais glacier d'eau douce qui recouvre l'Antarctique -- est particulièrement surveillée par les scientifiques car elle contient suffisamment d'eau pour provoquer une montée du niveau des océans catastrophiques si elle venait à fondre.

Par ailleurs, la banquise blanche reflé-

chit davantage les rayons du Soleil que l'océan plus sombre, et sa perte accentue ainsi le réchauffement climatique.

En février 2022, la banquise de l'Antarctique était passée pour la première fois sous 2 millions de kilomètres carrés.

Les années 2017 et 2018 avaient également atteint une étendue très basse (troisième et quatrième plus faible).

"La tendance à la baisse de la banquise pourrait être un signal montrant que le réchauffement climatique a fini par affecter la glace flottant autour de l'Antarctique, mais en être certain prendra encore plusieurs années", a déclaré Ted Scambos.

L'effet du réchauffement climatique sur la banquise de l'Arctique, où les températures augmentent bien plus vite que sur le reste de la Terre, est lui déjà bien prouvé.

CONSTANTINE La création des unités de dépistage et de diagnostic du cancer du col de l'utérus soulignée (spécialistes)

La création des unités spécialisées dans le dépistage et le diagnostic du cancer du col de l'utérus à travers les établissements de santé, a été soulignée samedi à Constantine, par les participants aux journées d'information et de sensibilisation sur ce type de cancer, organisées par l'établissement public de santé de proximité (EPSP) Bachir Mentouri.

Les recommandations des spécialistes et conseillers-experts du secteur de la santé, visent à améliorer l'espérance de vie des personnes atteintes de ce cancer en veillant au diagnostic et au dépistage précoces dans le but de protéger les personnes dès le début de la maladie, a indiqué à l'APS le médecin chef de la polyclinique Moussa Amrouche de la cité Boumerzoug, Soraya Sifi.

Lors de cette manifestation tenue dans le cadre du programme établi tout au long du mois de février en cours en coordination avec la direction de la santé pour la célébration de la journée mondiale du cancer (4 février de chaque année), la même praticienne a affirmé que le dépistage permet un diagnostic précoce des cancers, avant même l'apparition des premiers symptômes et augmente considérablement les chances de réussite du traitement et de guérison, mettant en exergue le rôle déterminant des spécialistes du secteur de la santé pour informer et sensibiliser la population concernée sur les dangers et les méthodes de prévention contre cette pathologie à travers l'organisation de ces journées de vulgarisation.

Le cancer du col de l'utérus est plus fréquent chez les femmes, âgées entre 25 et 65 ans dont la majorité des cas (plus de 90 %) est due au papillomavirus humain (PVH) infection virale et une maladie sexuellement transmissible, a expliqué le Dr Sifi.

Les personnes souffrant de cette maladie doivent bénéficier d'un suivi régulier adapté et un accompagnement sur les plans médical, psychologique et social pour une meilleure maîtrise des facteurs de risque et cela à travers la mobilisation des équipes pluridisciplinaires composées notamment de médecins oncologues et de psychologues, a affirmé de son côté, Mourad Zoghiani, directeur de l'EPSP Bachir Mentouri, qui a insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts pour l'aménagement des unités de dépistage et de diagnostic du cancer du col de l'utérus dans la wilaya où seule une unité de ce genre se trouve actuellement à la polyclinique de la cité Boumerzoug.

Pour rappel, l'EPSP Bachir Mentouri couvre actuellement 19 structures de santé sises au chef-lieu de wilaya dont 10 polycliniques, 2 salles de soins, un centre intermédiaire de soins pour toxicomanes et un destiné aux soins de santé transfrontalier implanté à l'aéroport Mohamed Boudiaf.

Devant se poursuivre jusqu'à la fin du mois de février en cours, le programme de célébration de la journée mondiale du cancer élaboré par la DSP de Constantine en collaboration avec les structures de santé de diverses communes, a ciblé différentes franges de la société dont des élèves des établissements d'enseignement secondaire, des structures de la jeunesse et des sports et des étudiantes des établissements et résidences universitaires, à travers l'organisation des journées d'études, des campagnes de sensibilisation et de dépistage de divers cancers, a-t-on noté.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 Un nouveau cas et aucun décès

Un nouveau cas confirmé de coronavirus (Covid-19) a été enregistré et aucun décès n'a été déploré, alors qu'une seule guérison a été recensée ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 271.441 cas, celui des décès demeure inchangé (6.881), tandis que celui des patients guéris passe à 182.793 cas.

En outre, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, note la même source.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène et la distanciation physique.

TIARET Les hôpitaux des zones éloignées bénéficieront bientôt des services de la mission médicale cubaine (ministre)

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi a annoncé lundi que la wilaya de Tiaret bénéficiera bientôt des services de la mission médicale cubaine, dans le cadre du renforcement des efforts visant à améliorer les soins en faveur des habitants des zones éloignées.

Lors de sa visite dans la wilaya, M. Saïhi a souligné que cette mission assurera des services dans les spécialités accusant un maque notamment en gynécologie obstétrique, en radiologie médicale et en réanimation, après le recensement des besoins de chaque établissement hospitalier à travers la wilaya.

En visitant le projet de réa- lisation d'un centre d'oncologie dans la ville de Tiaret dont les travaux de réalisation ont atteint les 85%, le ministre a affirmé que ce nouvel établissement sera équipé dès l'achèvement des travaux, soulignant que sa réception, prévue dans quelques mois permettra d'atténuer la souffrance des malades en leur évitant le déplacement vers d'autres wilayas pour recevoir les soins.

Les coûts de réalisation de



l'hôpital, d'une capacité de 190 lits, s'élèvent à ce jour à 6,47 milliards de dinars, avec la possibilité de procéder à des travaux d'extension, les coûts des travaux restants étant estimés à 930 millions de dinars, sur la base de la réévaluation du projet, selon les explications fournies.

Lors de la pose de la première pierre pour la réalisation de deux hôpitaux, l'un dans la commune de Takhamaret d'une capacité de 60 lits et un autre dans la commune de Ksar Chellala d'une

capacité de 120 lits, le ministre a instruit de modifier les plans de réalisation, en séparant le service des urgences de l'hôpital. Cette mesure s'applique aux projets en cours de réalisation ainsi qu'aux projets futurs, d'autant que les services des urgences doivent être plus efficaces, notamment en facilitant l'accès aux malades, a-t-il dit, soulignant la nécessité de consacrer un service des urgences pour les adultes et un autre pour les enfants.

Une enveloppe budgétaire

sera dégagée pour la réalisation de logements de fonction au profit des médecins spécialistes au sein des nouveaux établissements, et ce pour assurer une meilleure prise en charge des malades a-t-il fait savoir.

Après avoir inspecté le projet de réalisation d'un centre de dialyse à Ain Deheb qui est fin prêt et qui sera équipé de 16 appareils de dialyse, M. Saïhi s'est enquis des conditions de travail au niveau de deux polycliniques dans les wilayas de Mehdiya et de Hamadia.

SÉTIF Association El Wafa : 400 prothèses mammaires distribuées à des femmes ayant subi des ablations

L'association El Wafa des malades du cancer du sein de la commune d'El Eulma (Sétif) a distribué 400 prothèses à des femmes ayant subi des opérations d'ablation totale ou partielle du sein pour cause de cancer, a indiqué lundi le président de l'association.

L'opération qui a bénéficié à des femmes, après inscription et prise des mesures au siège de l'association, a été menée avec l'aide de mécènes et d'industriels, a précisé à l'APS Boualem Boussekine. Selon la même source,

100 autres seins artificiels sont programmés pour être distribués prochainement par l'association qui ambitionne de toucher le plus grand nombre possible de femmes et contribuer à leur apporter de la sorte un soutien matériel et psychologique surtout que le prix du sein atteint 17.000 DA.

L'association œuvre dans le cadre de ses activités continues le long de l'année à diffuser la culture préventive et encourager le diagnostic précoce de ce cancer, de sorte à favoriser son traitement à moindres coûts, a-t-on fait

savoir. En 2022, l'association a organisé 37 sorties médicales ayant permis d'effectuer 2.600 consultations gratuites de dépistage du cancer du sein et l'orientation de 1.000 cas vers un examen de mammographie, a-t-on rappelé.

Elle a également encadré des formations sur les divers cancers au profit de 33 médecins des établissements publics hospitaliers et des établissements de santé de proximité sous l'égide de la direction de la santé de wilaya, est-il noté.

ORAN Consultations gynécologiques pour les pensionnaires du centre d'accueil des personnes âgées

Les pensionnaires du Centre d'accueil pour personnes âgées (femmes) dans la cité Plateaux à Oran ont bénéficié, lundi, de consultations gynécologiques spécialisées, dans le cadre d'une initiative de l'Organisation nationale pour la promotion et le développement de la société civile, en particulier à l'instar des cancers du sein, du col de l'utérus et des ovaires, a-t-elle souligné.

Une équipe médicale du

service de maternité du CGU d'Oran, à sa tête Pr Benguenni, ainsi que le personnel médical et paramédical se sont déplacés lundi avec tout le matériel médical nécessaire pour assurer des consultations spécialisées, des examens et des échographies au profit des femmes pensionnaires.

En cas de détection de maladies chez ces pensionnaires, une prise en charge rapide sera assurée au niveau du service de mater-

nitité du CHU d'Oran, a-t-on ajouté.

L'Organisation nationale pour la promotion et le développement de la société civile a tracé un programme de solidarité, qui englobe tous les centres d'accueil (hommes et femmes) dans la wilaya d'Oran pour assurer une prise en charge médicale aux personnes âgées touchant toutes les spécialités médicales, a fait savoir Mme Chafaa.

COVID-19

Chine : amélioration de la réponse au Covid-19 dans les zones rurales

La Chine a amélioré la réponse à la pandémie du nouveau coronavirus dans les zones rurales, outre le développement d'un système d'aide médicale d'urgence de haut niveau, a indiqué lundi, le mécanisme conjoint chinois de prévention et de contrôle de la Covid-19 du Conseil des Affaires d'Etat.

Le porte-parole de la Commission nationale de la santé, Mi Feng, cité par l'agence Chine Nouvelle, a appelé à plus d'efforts pour mettre en œuvre les mesures adéquates après la décision de baisser le niveau de gestion de la Covid-19 de la classe A à la classe B. Afin de renforcer les capacités des régions rurales dans la réponse à la



Covid, le mécanisme de responsabilisation pour la prévention et le contrôle sera amélioré, notamment au niveau des zones rurales, et les groupes démographiques

clés, a affirmé pour sa part, un responsable au ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales, Mao Dezhai, cité par l'agence de presse chinoise.

Chine : 30 variants importés identifiés

Les autorités douanières chinoises ont identifié 30 types de variants de la Covid-19 importés, depuis que la Chine a levé certaines restrictions sur les vols internationaux de passagers le 8 janvier, a fait savoir, lundi, un responsable douanier "Pour prévenir les cas importés, les douanes suivront la situation, et amélioreront la surveillance et l'alerte", a indiqué Li Zhengliang, de l'Administration générale des douanes, lors d'une conférence de presse. "Les douanes renforceront la prévention et le contrôle de

la Covid-19 dans les ports d'entrée et se prémuniront en même temps contre les importations d'autres virus", a-t-il précisé. "La Chine fait face à des défis croissants pour se prémunir contre les variants importés de la Covid-19 et d'autres maladies infectieuses", a-t-il ajouté. Les douanes joindront leurs efforts à ceux des autorités sanitaires pour surveiller de près les variants de la Covid-19 importés, ainsi que la pandémie et la mutation du virus au niveau mondial, a déclaré M. Li.

Hong Kong supprime l'obligation de porter le masque

Hong Kong a annoncé mardi la fin du port obligatoire du masque en extérieur comme en intérieur contre le coronavirus, ultime restriction sanitaire imposée pendant la pandémie.

La métropole chinoise était l'un des derniers endroits au monde à exiger le port du masque dans la quasi-totalité des lieux publics, pour tout individu âgé de plus de 2 ans, sous peine d'une amende de

10.000 dollars hongkongais (1.200 euros).

"J'annonce que l'obligation du masque sera complètement supprimée à partir de demain 1^{er} mars, y compris à l'intérieur, à l'extérieur et dans les transports en commun publics", a déclaré le chef de l'exécutif hongkongais John Lee.

Il a ajouté que les hôpitaux et les maisons de retraite pourraient mettre en place leurs propres restrictions, lors d'un bref

point presse mardi. Le port du masque avait été imposé il y a trois ans à Hong Kong, et a été maintenu près de 1.000 jours.

La levée de cette ultime restriction à Hong Kong intervient après une décision identique lundi dans le territoire chinois voisin de Macao, qui maintient le port du masque seulement dans les zones à risques comme les hôpitaux.

CHOLÉRA

Le taux de mortalité dans le monde se maintiendra à 2% en 2023 (OMS)

Le taux de mortalité lié aux flambées de choléra dans le monde, qui touchent actuellement une vingtaine de pays, devrait se maintenir à 2% en 2023, tout comme les deux années précédentes, estime l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Pour l'OMS, un taux de près de 2% est nettement supérieur à ce qui est acceptable. Au cours de la semaine dernière, de nouvelles flambées de choléra ont été

signalées dans trois pays supplémentaires, a déclaré, vendredi, le responsable de l'OMS chargé de la lutte contre ce fléau, Philippe Barboza, rappelant les risques que cette augmentation de l'incidence de la maladie fait peser sur la santé mondiale. Selon l'OMS, la pauvreté, les conflits et les catastrophes continuent d'alimenter les épidémies, désormais dopées par le changement climatique. Dans ces conditions,

certaines flambées ont été déclarées dans des zones touchées par la violence et les conflits, comme Haïti ou la Syrie. Au total, 22 pays luttent contre des flambées de choléra, dans cinq régions de l'OMS. Vingt autres pays partagent des frontières terrestres avec les pays touchés sont à risque. "Nous estimons que plus d'un milliard de personnes dans 43 pays sont directement menacées par le choléra. Cette flam-

bée met à rude épreuve la capacité d'intervention mondiale et la mortalité reste trop élevée", a fait valoir M. Barboza. Face à la propagation de la maladie, l'OMS a demandé cette année pour la première fois aux pays et institutions donateurs un fonds spécifique de 25 millions de dollars pour lutter contre la maladie. Selon l'agence onusienne, ces fonds seront utilisés pour prévenir les pires effets : empêcher les gens de mourir.

Le Mozambique veut vacciner 720 000 personnes contre le choléra (OMS)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), a annoncé que le Mozambique a lancé une campagne de vaccination contre le choléra qui vise à atteindre environ 720 000 personnes dans huit districts.

La vaccination fait partie des mesures gouvernementales pour contrôler une épidémie avec plus de 5 000 cas et 37 décès

depuis septembre 2022. La campagne de vaccination contre le choléra à Beira est menée depuis lundi par le ministère mozambicain de la santé, avec le soutien de l'OMS et d'autres partenaires.

Le représentant de l'OMS au Mozambique, Severin von Xylander, déclare que la campagne de vaccination

sera "cruciale" pour contenir le choléra qui a été signalé dans cinq des 11 provinces du pays avec une forte augmentation des cas depuis la mi-décembre.

La maladie est endémique au Mozambique et, avec d'autres maladies diarrhéiques, est l'une des principales causes de mortalité infantile.

CAMBODGE

Grippe aviaire: un deuxième cas de contamination humaine détecté

Un deuxième cas de contamination humaine à la grippe aviaire a été enregistré au Cambodge, ont annoncé vendredi les autorités sanitaires du pays, en précisant qu'il s'agissait du père d'une fillette de onze ans décédée mercredi.

Ces deux cas sont les premiers recensés chez l'être

humain au Cambodge depuis 2014. La fillette, originaire d'un village reculé de la province de Prey Veng (Sud-Est), était tombée malade le 16 février avec deux symptômes de fièvre, de toux et de gorge sèche.

Elle est morte moins d'une semaine plus tard dans un hôpital pour enfants de la capi-

itale Phnom Penh, le premier décès lié à la grippe aviaire en neuf ans dans le royaume. Douze personnes, qui avaient eu un contact avec la fillette, ont été testées jeudi et un résultat est revenu "positif pour le H5N1", a indiqué le ministère de la Santé, cité par les médias. "Il s'agit de (son) père": âgé

de 49 ans, il ne présente aucun symptôme, a précisé le ministère.

Le Cambodge a lancé des recherches pour détecter "la source des infections".

Des oiseaux sauvages morts ont été retrouvés près d'un lac avoisinant le village où habite la famille touchée.

KENYA

Lancement d'une formation au profit de 100 travailleurs de la santé dans le domaine des interventions d'urgence

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé lundi une formation aux interventions d'urgence destinée à 100 travailleurs de la santé kenyans. S'étalant sur trois semaines, ce cycle de formation fait partie des efforts visant à renforcer les compétences et les capacités de base des urgentistes en matière de santé publique, a déclaré le représentant de l'OMS au Kenya, Abdourahmane Diallo, dans un communiqué publié après le lancement de la formation à Naivasha.

Il a noté que le Kenya avait connu plusieurs épidémies et urgences de santé publique en 2022, et que cette formation apporterait aux stagiaires les outils et informations nécessaires pour gérer les épidémies présentes et futures.

La formation s'inscrit dans le cadre de l'initiative "Renforcement et utilisation des groupes d'intervention en cas d'urgence" mise en place par l'OMS dans la région africaine.

MALNUTRITION

Près de 4 millions de femmes et d'enfants souffrent de malnutrition au Soudan (ONU)

Les Nations-unies ont déclaré dimanche que près de 4 millions de femmes et d'enfants souffraient de malnutrition aiguë au Soudan.

"On estime qu'environ 4 millions d'enfants de moins de cinq ans et de femmes enceintes et allaitantes souffrent de malnutrition aiguë, et ont un besoin vital d'aide nutritionnelle humanitaire en 2023. Parmi eux, 611.000 souffrent même de malnutrition aiguë sévère", a indiqué dans un communiqué le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU.

Cette situation est exacerbée par de multiples facteurs, dont des apports alimentaires insuffisants, une prévalence élevée des maladies, des pratiques sanitaires et alimentaires inadéquates, et des services de santé, de distribution de l'eau, d'assainissement et d'hygiène en dessous de la norme, a déclaré l'OCHA.

Il a ajouté que des facteurs comme la dégradation de l'économie du pays, l'inflation, les prix alimentaires élevés et les déplacements de population avaient contribué à l'aggravation de la situation nutritionnelle en 2022, et devraient persister en 2023.

YÉMEN

L'OMS lance un appel pour recueillir 392 millions de dollars pour soutenir le secteur de la santé

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé dimanche un appel pour recueillir 392 millions de dollars avant une conférence des donateurs organisée par l'ONU à Genève pour éviter "l'effondrement potentiel" du secteur de la santé du Yémen déchiré par la guerre.

Ce pays est en proie à l'une des pires tragédies humanitaires au monde après huit ans de guerre entre les Houthis et les forces progouvernementales. Près de la moitié des établissements de la santé au Yémen ne fonctionnent que partiellement ou sont complètement hors service en raison de pénuries de personnel, de fonds, d'électricité, de médicaments, de fournitures et d'équipements, selon l'OMS. "Le Yémen a besoin d'un soutien urgent et solide (...) pour éviter l'effondrement potentiel de son système de santé", a déclaré le représentant de l'agence onusienne au Yémen, Adham Abdel Moneim Ismail. "Un nouveau financement d'un montant de 392 millions de dollars est nécessaire" pour garantir que les établissements de santé puissent continuer à fournir des services à 12,9 millions de personnes, a-t-il déclaré dans un communiqué. Selon lui, 540.000 enfants de moins de cinq ans sont confrontés à une malnutrition sévère avec un risque direct de décès.

BURKINA FASO

La BAD finance six projets à plus de 180 millions de dollars

La Banque africaine de développement (BAD) a signé lundi dix conventions de financement de six projets dont l'enveloppe globale s'élève à 114,27 milliards de francs CFA (environ 184 millions de dollars) avec le Burkina Faso, a indiqué le ministère burkinabè de l'Economie, des Finances et de la Prospective.

Selon la même source, ces conventions de financement sont sous forme de prêts et de dons orientées vers les projets de développement faisant partie des secteurs de l'eau et de l'agriculture. Dans le secteur de l'eau, une enveloppe globale de 30,196 milliards de francs CFA, (environ 48,6 millions de dollars) est consacrée à trois projets qui, une fois réalisés, permettront au gouvernement burkinabè d'améliorer l'accès aux services durables d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement dans les zones d'intervention et contribuer à l'atteinte de l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement. S'agissant de l'agriculture, le financement dont a bénéficié ce secteur s'élève à 84,074 milliards de francs CFA (environ 135,2 millions de dollars) consacrés à trois projets



qui, une fois opérationnels, permettront de développer les chaînes de valeur maïs, soja, volaille et poisson en

vue de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et lutter contre les inégalités de genre. Ces projets visent

aussi à soutenir les agriculteurs afin d'atténuer l'impact du conflit en Ukraine sur leur activités.

PRÉSIDENTIELLE AU NIGERIA

Peter Obi remporte l'Etat de Lagos

L'outsider de la présidentielle nigériane Peter Obi a remporté le plus grand nombre de votes dans l'Etat-clé de Lagos, devançant de très peu le candidat du parti au pouvoir dans son fief, selon les résultats provisoires donnés lundi par la Commission électorale (Inec). La capitale économique du pays le plus peuplé d'Afrique est l'un des plus grands ré-

servoirs de voix dans cette course présidentielle très disputée entre trois favoris, et dont l'annonce des résultats Etat par Etat ne fait que commencer. Peter Obi, candidat du Parti travailliste (LP), a remporté 582.454 voix (soit près de 43% des suffrages exprimés à Lagos). Plus de 87 millions d'électeurs étaient appelés à choisir parmi 18 candidats un

nouveau président pour un mandat de quatre ans. Dans l'ensemble, le scrutin s'est déroulé pacifiquement, selon plusieurs observateurs, même si le président de la Commission électorale (Inec), Mahmood Yakubu, a reconnu que des incidents sécuritaires avaient "perturbé le vote" dans plusieurs endroits, notamment à Lagos et dans le sud-est du pays.

CONGO-BURUNDI

Le développement de la coopération agricole en ligne de mire

Le président de la République du Congo Denis Sassou Nguesso a exprimé lundi à Brazzaville son engagement à développer la coopération avec le Burundi dans le domaine de l'agriculture.

"Nous allons surtout concentrer nos efforts autour de l'échange d'expériences dans le développement agri-

cole. Je crois qu'on obtiendra de bons résultats", a-t-il indiqué lors d'une rencontre avec son homologue burundais Evariste Ndayishimiye, en visite au Congo.

Le chef de l'Etat congolais a en outre fait observer que son pays avait beaucoup à apprendre auprès du Burundi en matière de développement

de l'agriculture. "Nous nous battons pour atteindre les objectifs du développement agricole.

Nous avons beaucoup échangé avec le président Ndayishimiye sur cette question", a-t-il noté.

Le Congo importe les produits alimentaires chaque année pour un peu plus de 700

milliards de francs CFA. Pour renverser la tendance, le gouvernement congolais a initié un plan national de développement couvrant la période de 2022 à 2026. Ce plan comporte comme axes prioritaires le développement de l'agriculture, de l'industrie, du numérique, du tourisme et des zones économiques spéciales.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'ONU suspend les vols humanitaires dans l'Est après de nouveaux tirs contre un hélicoptère

Les Nations unies ont annoncé, lundi, la suspension des vols humanitaires après des tirs contre un de leurs hélicoptères dans l'Est troublé de la République démocratique du Congo.

Un hélicoptère opéré par le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) a essuyé vendredi des tirs non loin de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu", selon un communiqué du Bureau de coordination humanitaire de l'ONU (Ocha).

L'hélicoptère rentrait de Walikale, un territoire situé à l'ouest de Goma, avec à son bord trois membres d'équipage et 10 travailleurs humanitaires. Tous sont sortis indemnes, a assuré l'agence onusienne.

Dans ce contexte, le PAM a "décidé de suspendre temporairement tous les vols humanitaires dans les zones de conflit au Nord-Kivu et en Ituri, jusqu'à ce que des mesures supplémentaires soient prises pour garantir la sécurité des vols et des acteurs humanitaires qui les utilisent", a expliqué Ocha.

Le Bureau onusien de la coordination humanitaire précise que cette suspension va affecter une douzaine d'axes dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, placées par les autorités congolaises depuis mai 2021 sous état de siège et administrées par l'armée.

Dans la province du Nord-Kivu où l'attaque de l'hélicoptère a eu lieu, trois territoires sur cinq sont touchés par des violences dues à la résurgence de la rébellion du M23 ("Mouvement du 23 Mars"), à l'offensive depuis novembre 2021.

Plusieurs initiatives diplomatiques, infructueuses jusqu'à présent, ont été lancées, notamment par l'EAC (la communauté des Etats d'Afrique de l'Est), qui a créé une force régionale censée s'assurer du retrait du M23 des positions qu'il a conquises depuis un an.

Début février, toujours au nord de Goma, un Casque bleu a été tué et un autre blessé dans des tirs contre un hélicoptère en vol de la Mission des Nations unies en RDC (Monusco).

Le 29 mars 2022, huit Casques bleus (six Pakistanaï, un Russe, un Serbe) avaient péri dans le crash de leur hélicoptère au-dessus d'une zone de combats entre l'armée congolaise et les rebelles du M23.

66 détenus morts en deux mois dans la prison de Makala à Kinshasa

Soixante-six (66) détenus sont morts depuis le début de l'année à Makala, la grande prison de la capitale congolaise Kinshasa, à cause de leurs conditions de détention, selon un responsable d'une organisation locale de défense des droits humains en République démocratique du Congo.

Ils sont morts de malnutrition, par étouffement, ou encore par manque de soins, explique aux médias le militant Emmanuel Cole, un défenseur des droits des prisonniers qui effectue des visites régulières dans les centres de détention.

Dimanche, encore "deux prisonniers sont morts à la prison de Makala, moi-même j'ai vu leurs corps", ajoute-t-il.

Ces deux nouveaux détenus morts de leurs conditions de détention font passer le bilan à 35 décès uniquement pour le mois de février, selon M. Cole.

En janvier, son organisation avait pu documenter "31 cas de décès dont une femme", toujours à Makala.

Construite à l'époque coloniale pour une capacité de 1.500 personnes, ce centre pénitentiaire compte actuellement 10.790 détenus, dont 7.780 en détention préventive, a indiqué M. Cole, qui suit au quotidien la situation des prisonniers.

Depuis le début de l'année, les autorités judiciaires ont accordé la libération conditionnelle à 635 détenus afin de désengorger le lieu, a précisé M. Cole, confirmant des informations de médias congolais.

APR

MADAGASCAR

Plus de 3 milliards de dollars à mobiliser pour atteindre l'autosuffisance alimentaire (BAD)

Les fonds nécessaires pour financer le Pacte sur la souveraineté alimentaire et la résilience de Madagascar sont évalués à 3,114 milliards de dollars sur une période de dix ans, a rapporté lundi la presse locale, citant un document publié par la Banque africaine de développement (BAD).

Le pacte figure parmi les engagements des dirigeants africains qui ont participé au deuxième sommet de Dakar sur l'alimentation en Afrique en janvier dernier, lequel visait à atteindre l'objectif d'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim d'ici 2030.

Dans le cadre de ce pacte, le gouvernement malgache a arrêté six filières prioritaires, dont quatre filières dans l'agriculture végétale (le riz, le manioc, le maïs et les oléagineux) et deux filières dans l'élevage (les petits ruminants et le bovin), a précisé la BAD.

Pour Madagascar, le pacte est décliné sur une période de dix ans, avec des investissements déjà planifiés pour les cinq premières années et une enveloppe de 2,125 milliards de dollars à rechercher encore, a ajouté la BAD.

Le gouvernement malgache s'engage à investir au moins 10% de son budget dans le secteur de l'agriculture, l'élevage et la pêche pendant les cinq prochaines années, selon la même source.

SOMALIE

L'ATMIS enquête sur le crash d'un hélicoptère qui a fait trois morts en Somalie

La Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) a déclaré dimanche avoir ouvert une enquête sur les circonstances dans lesquelles son hélicoptère s'est écrasé samedi dans le sud de la Somalie, tuant trois passagers à bord.

La mission a précisé que son hélicoptère, avec 11 officiers de l'Armée nationale somalienne, effectuait une mission d'entraînement conjointe de familiarisation aux exercices d'évacuation de blessés lorsqu'il s'est écrasé dans la région de Baledogle.

"Trois des onze passagers à bord ont perdu la vie. Huit officiers blessés ont été évacués à Mogadiscio pour des soins médicaux urgents", a indiqué l'ATMIS dans un communiqué publié à Mogadiscio, la capitale de la Somalie. Mohammed El-Amine Souef, le représentant spécial du président de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie, a réconforté les familles des défunts et souhaité un prompt rétablissement aux officiers blessés.

DÉSARMEMENT L'ONU appelle au renforcement du régime mondial de désarmement en faveur de la paix

Le Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres a appelé, lundi, les pays du monde à prendre des mesures pour renforcer le régime mondial de désarmement et de non-prolifération, en faveur de la cause de la paix.

"J'exhorte les dirigeants à prendre des mesures pour renforcer le régime mondial de désarmement et de non-prolifération, y compris le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et à apporter leur soutien au Nouvel Agenda pour la paix, concrétisant ainsi une conception redynamisée du désarmement", a-t-il souligné dans un message marquant la Journée internationale de sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération, célébrée le 5 mars.

Il a relevé que la communauté internationale "se réunit autour d'une conviction fondamentale: Les systèmes d'armes nucléaires, chimiques et biologiques, les systèmes autonomes imprévisibles et autres systèmes d'armes de nature à frapper sans discrimination n'ont pas leur place dans notre monde".

Les menaces liées à ces armes et tant d'autres continuent de mettre en péril l'humanité, alors que le montant des dépenses militaires atteint des niveaux inégalés, que la méfiance va croissant et que les tensions géopolitiques pourraient, si elles ne sont pas maîtrisées, dégénérer en un conflit encore plus grave, a-t-il averti.

Il a, à ce propos, précisé que le nombre d'armes nucléaires entreposées dans le monde est estimé à 13.000, soit plus qu'il

n'en faut pour détruire plusieurs fois la planète, alors que le risque d'une utilisation de ces armes est plus grand que jamais depuis la guerre froide.

Le SG de l'ONU a appelé tous les partenaires, des gouvernements aux universités, en passant par les médias, les groupes de la société civile, les milieux industriels et les jeunes, à se faire l'écho de cette situation d'urgence collective et à sensibiliser le public à l'importance cruciale que revêtent le désarmement et la non-prolifération pour l'avenir de l'humanité.

"En optant pour le désarmement et la non-prolifération, nous investissons dans la paix et dans notre avenir", a-t-il dit, appelant à mettre fin à ces menaces "avant qu'elles ne signifient la fin de l'humanité".

PALESTINE Envoyé de l'ONU: "Les auteurs des violences en Cisjordanie occupée doivent répondre de leurs actes"

Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, a demandé que "tous les auteurs des violences en Cisjordanie occupée répondent de leurs actes".

"Je suis gravement préoccupé par la détérioration de la situation en matière de sécurité en Cisjordanie occupée, en particulier par la violence dont nous avons été témoins ces dernières 24 heures à Huwvara, près de Naplouse", a déclaré lundi Tor Wennesland dans un communiqué. Tor Wennesland a souligné que



"les forces de sécurité ont la responsabilité de maintenir la sécurité et d'empêcher les individus de se faire justice eux-mêmes". "Rien ne saurait justifier le terrorisme, ni les incendies criminels, ni les actes de vengeance contre les civils", a-t-il rappelé. Selon l'envoyé de l'ONU, "tous les auteurs de violences doivent répondre de leurs actes".

"La violence, les provocations et l'incitation doivent cesser immédiatement et être condamnées sans équivoque par tous?", a-t-il dit.

SYRIE Dix personnes tuées par l'explosion de mines antipersonnel

Dix civils qui cueillaient des truffes du désert ont été tués et 12 autres blessés lundi par l'explosion de mines antipersonnel posées par le groupe terroriste Daech dans le centre de la Syrie, selon l'agence de presse officielle Sana.

Les civils cherchaient des truffes dans la province de Hama "lorsqu'une mine laissée par des terroristes de Daech a explosé, tuant neuf citoyens et en blessant deux autres", a rapporté l'agence.

Une deuxième mine a explosé plus tard dans la même zone, selon Sana, causant la mort d'un civil

et en blessant dix autres. La truffe du désert, ou truffe des sables, est cueillie généralement entre février et avril et se vend à prix d'or: un kilogramme de truffes se vend à Damas entre cinq et dix dollars, selon leur qualité, dans un pays où le salaire mensuel moyen est de 18 dollars. Les truffes du désert syrien sont considérées comme étant parmi les meilleures au monde.

En février, 112 personnes, dont 92 civils, ont été tuées lors de la collecte de truffes, à la suite d'attaques de Daech ou de l'explosion de mines laissées

par l'organisation terroriste. Près de 10,2 millions de Syriens vivent dans des zones où restent des engins explosifs qui ont fait environ 15.000 morts entre 2015 et 2022, d'après l'ONU.

Ces mines ont été posées sans être cartographiées par les différentes parties belligères, au milieu de terres agricoles et de zones habitées.

Presque quotidiennement, les autorités syriennes annoncent des explosions contrôlées pour détruire des engins explosifs, munitions et autres mines antipersonnel abandonnés sur le territoire.

PÉROU Des centaines de Péruviens convergent vers Lima pour reprendre les manifestations

Des centaines de Péruviens ont quitté lundi les régions andines du sud du pays en direction de Lima pour reprendre les manifestations, qui ont déjà fait 48 morts, contre la présidente Dina Boluarte. Des habitants de la ville de Juli, située dans la région de Puno, à 1.400 km au sud-est de la capitale, se sont rassemblés dans l'après-midi de lundi pour dire au revoir à quelque 140 personnes qui s'approprièrent à embarquer à bord de deux bus pour Lima. Les manifestants, pour la plupart des hommes, ont quitté leur ville sous les applaudissements des habitants. "Encore une fois, le voyage que nous avons programmé est (pour) être présents dans les luttes pacifiques dans la ville de Lima", a déclaré à

des médias Emilio Clavitea, un ouvrier du bâtiment âgé de 55 ans. Plus au nord, 250 habitants de la ville d'Ilave étaient également sur le départ en direction de Lima, à indiqué une source locale, ajoutant que des convois similaires ont été observés dans quatre autres villes de la région. C'est l'un des premiers départs groupés organisés depuis la mi-janvier, lorsque des milliers de péruviens des régions andines avaient convergé vers la capitale pour exiger la démission de la présidente péruvienne. Le Pérou est emporté dans une grave crise politique et sociale qui a éclaté le 7 décembre avec l'éviction et l'incarcération de l'ancien président de gauche Pedro Castillo, remplacé par sa vice-présidente Dina Boluarte.

AFGHANISTAN Un responsable régional de l'Ei tué par les forces de sécurité

Un haut responsable de la branche régionale du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI, Daech), accusé d'avoir orchestré plusieurs attaques récentes à Kaboul, a été tué dimanche par les forces de sécurité, dans la capitale afghane, ont annoncé les autorités.

Qari Fateh, "chef du renseignement et des opérations" de l'Etat islamique-Khorasan (EI-K), branche régionale de l'Ei, a été tué dimanche soir par les forces de sécurité, a indiqué lundi soir le porte-parole du gouvernement, Zabihullah Mujahid, dans un communiqué.

"Il était directement responsable des récentes opérations menées à Kaboul, notamment contre des missions diplomatiques, des mosquées et d'autres cibles", a-t-il poursuivi. Qari Fateh, dont la nationalité n'est pas clairement établie, a été tué aux côtés d'un autre membre de l'Ei-K dans le quartier de Khair Khana, à Kaboul, a précisé la même source.

En janvier, un attentat suicide près du ministère des Affaires étrangères à Kaboul, revendiqué par l'Ei-K, avait fait au moins 10 morts et 53 blessés.

Deux membres du personnel de l'ambassade de Russie avaient également été tués dans un attentat-suicide de l'Ei en septembre.

BREXIT Accord sur l'Irlande du Nord: Sunak et Von der Leyen saluent "un nouveau chapitre"

Le Premier ministre britannique Rishi Sunak et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen se sont félicités lundi d'"un nouveau chapitre" entre Londres et l'Union européenne grâce à la conclusion d'un accord sur les arrangements post-Brexit pour l'Irlande du Nord.

Après des mois de tensions et de difficiles négociations, les deux dirigeants ont annoncé ce compromis lors d'une conférence de presse à Windsor, en périphérie ouest de Londres.

"Le Royaume-Uni et l'Union européenne ont peut-être eu des différends dans le passé, mais nous sommes des alliés, des partenaires commerciaux et des amis", a insisté M. Sunak. "C'est le début d'un nouveau chapitre dans nos relations", a-t-il poursuivi, saluant "une avancée décisive".

"Je pense que ce sur quoi nous nous sommes mis d'accord aujourd'hui est historique", a renchéri Mme von der Leyen, évoquant également "un nouveau chapitre".

Signé en 2020, le protocole nord-irlandais réglemente la circulation des biens entre le reste du Royaume-Uni et l'Irlande du Nord, qui dispose de la seule frontière terrestre avec l'Union européenne.

Ce protocole voulait éviter une frontière terrestre entre l'Irlande et l'Irlande du Nord qui risquerait de fragiliser la paix conclue en 1998 après trois décennies sanglantes, tout en protégeant le marché unique européen.

L'accord de Windsor va en particulier considérablement réduire les contrôles douaniers nécessaires sur les marchandises de Grande-Bretagne arrivant en Irlande du Nord.

Il a aussi réduit l'application de réglementations de l'UE dans la province britannique. "Nous nous sommes mis d'accord sur des garanties solides (...) qui vont protéger l'intégrité du marché unique européen", a insisté Mme von der Leyen.

"Et le plus important, c'est qu'il protège la paix durablement obtenue grâce à l'accord du Vendredi Saint" qui a mis fin au conflit entre unionistes tout protestants et républicains en majorité catholiques et dont le 25e anniversaire sera célébré en avril, a-t-elle ajouté.

APS

YÉMEN Les donateurs promettent 1,2 milliard de dollars d'aide humanitaire

Les pays donateurs, réunis à Genève lundi, ont promis une aide de 1,2 milliard de dollars pour secourir la population du Yémen, dont les deux tiers dépendent d'une aide humanitaire que l'ONU veut voir s'élever à plus de 4 milliards pour 2023.

Les Nations unies -épaulées par la Suisse et la Suède- organisaient lundi à Genève la 7e conférence des donateurs pour ce pays qui est en proie à un conflit dévastateur depuis 2014.

"Nous avons eu 31 promesses de don aujourd'hui et elles se montent à 1,2 milliard de dollars", a déclaré Martin Griffiths, qui gère les situations d'urgence à l'ONU. Et d'ajouter: "si on pouvait atteindre les deux milliards d'ici à ce week-end, ce serait super".

Il a rappelé qu'au cours de la précédente conférence de donateurs, l'année dernière, le montant promis initialement avait été à peu près le même et que, finalement, devant la gravité de la situation, les pays avaient donné aux alentours de 2,2 milliards.

Avec seulement la moitié des fonds espérés, les agences d'aide humanitaire avaient dû réduire les rations alimentaires.

Mais elles avaient aussi pu ramener le nombre de personnes qui étaient au bord de la famine de plus de 150.000 à presque zéro.

Pour le Norwegian Refugee Council, "les conséquences de ce manque de générosité seront sans aucun doute désastreuses pour le peuple yéménite".

Les organisations d'aide espèrent toucher 17 millions de personnes cette année, sur les 21,7 millions qui ont besoin d'assistance au Yémen. "Nous avons cette année une réelle opportunité de changer la trajectoire du Yémen et d'avancer vers la paix", a estimé le chef de l'ONU, Antonio Guterres, qui avait fait le déplacement sur le bord du Léman.

TIZI-OUZOU

Retour sur le parcours et les œuvres de Mouloud Mammeri

L'œuvre de Mouloud Mammeri est la traduction de sa pensée rassemblée dans son livre d'études "Culture savante et culture vécue" (1938-1989), a soutenu lundi à Tizi-Ouzou, Slimane Hachi, chercheur et directeur du Centre national de recherche préhistorique, anthropologique et historique (CNRPAH).

S'exprimant lors d'une conférence animée à l'occasion du 34^e anniversaire de la disparition de l'écrivain anthropologue (26 février 1989), M. Hachi est revenu sur le parcours de Mammeri à la lumière de ses œuvres et expériences vécues.

Mammeri, a-t-il soutenu, a réussi à "sortir de l'oubli une langue et une culture qu'il a servi grâce à son savoir acquis durant ses études des langues et civilisations environnantes, notamment, méditerranéenne, latine, grecque, romaine et amazighe".

De ses recherches sur les origines anthropologique de l'Algérie jusqu'à son engagement pour la libération du pays du joug colonial français, son œuvre a été "une quête perpétuelle de cette identité algérienne", a-t-il dit.

"Aujourd'hui encore, son œuvre constitue une courroie de transmission à promouvoir pour permettre aux générations actuelles de saisir et comprendre leur Histoire", a estimé le chercheur.

Né le 28 décembre 1917, Mouloud Mammeri est l'un des illustres intellectuels algériens engagés dans le



combat libérateur comme auteur, chercheur et défenseur de la culture et du patrimoine algériens. Témoin d'une étape historique difficile de la vie du peuple algérien, Mammeri s'est engagé comme romancier et dramaturge

pour le recouvrement de l'identité et de la souveraineté nationales.

Ses romans ont décrit le vécu des Algériens sous la colonisation française.

Il est également pionnier dans la recherche en anthropologie, et ses nombreux tra-

voux scientifiques sont considérés comme une référence dans la recherche et l'enseignement de Tamazight.

Mouloud Mammeri est décédé le 26 février 1989 dans un accident de voiture dans la wilaya de Aïn Defla, à l'âge de 72 ans.

DROITS D'AUTEUR

La ministre de la Culture et des Arts donne des instructions pour mettre en place une nouvelle stratégie pour l'ONDA

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a donné, dimanche à Alger, des instructions à l'effet de mettre en place "une nouvelle stratégie" pour l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA) et définir les priorités et les dossiers à traiter avec célérité, indique un communiqué du ministère.

Ces instructions ont pour objectif de "garantir la qualité des services" ce qui permettra d'améliorer le statut des artistes et des auteurs en Algérie, lit-on dans le communiqué.

La ministre a mis l'accent sur la nécessité de "recourir à la numérisation de toutes les opérations de l'ONDA avec son environnement interne et externe en vue de rapprocher l'administration du citoyen".

Mme Mouloudji a tenu une séance de travail à l'ONDA en présence de son directeur général et des cadres de l'Office où elle a écouté un exposé sur cette instance à l'occasion du cinquantenaire de sa création.

La rencontre qui a porté sur plusieurs points a été sanctionnée par une série de mesures et de recommandations dont "la nécessité de faciliter les opérations avec les membres et d'éviter la bureaucratie à travers l'activation de la déclaration électronique".

La création d'une confédération africaine des droits d'auteur regroupant les différents organes du continent, la création de portails de l'ONDA avec la communauté nationale à l'étranger et l'étude de faisabilité de la création d'un centre médico-social au profit des membres adhérents ont été proposées lors de cette rencontre.

Les conclusions ont porté également sur la création d'une nouvelle direction dans le sud du pays et d'une académie algérienne des droits d'auteur, l'introduction du bureau régional de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en Algérie en tant que partenaire exceptionnel et le lancement d'une étude prospective régionale pour déterminer de nouvelles sources de recouvrement.

Les participants à la rencontre ont également appelé à la mise en place d'un plan d'action intégré reposant sur les données des autorités locales et du Centre national du registre du commerce (CNRC), pour augmenter les recettes de l'Office, outre le lancement de campagnes de sensibilisation au profit des exploitants publics sur l'importance de leur contribution au respect des droits d'auteur et droits voisins.

Parmi ces conclusions également figurent la recherche de nouvelles sources de financement à travers la mise en place de mécanismes et de procédures qui obligent les exploitants à honorer leurs engagements, et la mise en place d'un programme numérique pour le suivi de l'usage des œuvres et ouvrages, outre la mise en place d'une liste d'experts algériens dans le domaine des droits d'auteur en les proposant en tant que formateurs au niveau de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (Cisac), de l'OMPI et des organisations des droits d'auteur dans les pays amis de l'Algérie.

BORDJ BOU ARRERIDJ
Ouverture du festival national du printemps Bibans "Chaw Errabie"

Le festival national du printemps des Bibans "Chaw Errabie" s'est ouvert dimanche dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj.

Des participants de 20 wilayas prennent part à ce festival qui se tient pendant 10 jours au complexe culturel Aïcha-Heddad avec au programme des expositions de produits artisanaux de diverses régions, a indiqué à l'APS le directeur du tourisme et de l'artisanat, Yazid Dedache.

Parallèlement à cette manifestation qui constitue une opportunité de mise en valeur des atouts touristiques et culturels des Bibans, la wilaya accueille un festival des olives à l'initiative de la direction des services agricoles ainsi que diverses activités et distractions pour enfants.

Cette manifestation touristique qui se poursuivra jusqu'au 7 mars est organisée par la direction du tourisme et de l'artisanat sous l'égide du wali Kamel Nouicer et le concours des secteurs de la culture, de la jeunesse et des sports, des services agricoles et de la formation professionnelle.

APS

SALON NATIONAL D'ARTS PLASTIQUES À ORAN

Les personnes aux besoins spécifiques innovent dans le travail artistique

Les personnes aux besoins spécifiques ont innové dans le travail artistique à la faveur de leur participation aux activités des ateliers des œuvres d'arts plastiques, de théâtre, de musique et de chants dans le cadre du 1^{er} Salon national d'arts plastiques clôturé lundi au théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran.

Les enfants atteints de trisomie 21 ont réalisé, dans un atelier programmé dans le cadre de cette manifestation dédiée aux enfants aux besoins spécifiques, "un excellent travail dans le dessin et la sculpture laissant libre cours à leur imagination leur permettant de développer leurs compétences, encadrés par une spécialiste en éducation artistique, Amina Meftah", a indiqué à l'APS l'organisateur du salon.

Les enfants se sont initiés, dans cet atelier tenu au Musée national public Ahmed Zabana, à l'abécédaire du dessin

et de la sculpture qui leur a permis de s'exprimer sur tout ce qui se passe dans leur tête, que ce soit à travers les couleurs ou la pâte à modeler et mettre en valeur leurs prouesses artistiques, dans une atmosphère bon enfant, de découverte et de créativité", a souligné Ahmed Neksi.

La pièce théâtrale "Oro wood", écrite et mise en scène par Seghier Samia, présidente de l'association "Art-Com" avec la participation d'une personne aux besoins spécifiques, a interagi avec le public avec la représentation d'une troupe composée de malvoyants, de malentendants et de sourds muets qui ont interprété, dans le langage des signes, la chanson "We are the word", accompagnés d'artistes.

A travers ces activités, les organisateurs entendent insérer les personnes aux besoins spécifiques, tout handicap confondu, à les aider à exposer leurs

travaux et à les impliquer dans l'enrichissement et la revitalisation de la scène culturelle, a-t-on indiqué.

Parallèlement à ces activités programmées au salon placé sous le slogan "Ma peinture est mon identité", plus de 20 peintres plasticiens d'Oran, Khenchela, Batna, Tebessa, Touggourt et Aïn Temouchent ont exposé leurs travaux artistiques traitant de plusieurs sujets avec une dimension artistique qui diffère d'un peintre à l'autre, comme chefs-d'œuvre visuels qui enrichissent l'art plastique en Algérie.

L'exposition ayant duré trois jours a été organisée par l'association culturelle "Art-Com" d'Oran avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts et la contribution du théâtre régional Abdelkader Alloula, du musée Ahmed Zabana, de la maison d'édition "Nazar" et de l'association culturelle "El Kheima El Khadra" (tente verte).

EL-OUED

Neuf spectacles à l'affiche au Festival universitaire du monologue

Neuf spectacles figurent au programme de la 8^{ème} édition du festival national universitaire du monologue, ouverte, lundi à la salle des conférences de l'université "Chahid Hamma Lakhdar" d'El-Oued, à l'initiative de la direction locale des œuvres universitaires.

Ces représentations seront animées, quatre jours durant, par des artistes amateurs représentant neuf directions des œuvres univer-

sitaires du pays, sélectionnés par un jury spécialisé selon les normes techniques axées sur les qualités artistiques individuelles et le thème traité, a souligné le commissaire du festival et membre du jury, Nabil Messai Ahmed.

Les thèmes des spectacles dépeignent notamment le parcours universitaire des étudiants, l'amphithéâtre, le campus et les perspectives de l'université algérienne à l'ère des défis conjoncturels,

a indiqué M. Messai. D'autres volets afférents au rôle de la femme dans la société, les fléaux sociaux, en sus d'autres thèmes aux contextes sociaux, dont les coutumes et traditions, constituent les thèmes de ces représentations individuelles.

Elaboré en coordination avec le Théâtre national algérien (TNA), et la direction locale de la culture et des arts, le programme de cette manifestation culturelle pré-

voit, ainsi, l'animation de quatre ateliers de formation sur la mise en scène, la représentation, les marionnettes et la scénographie.

Cette manifestation (27 février - 2 mars) tend, selon les organisateurs, à promouvoir l'art du monologue en milieu universitaire et la sélection des capacités artistiques susceptibles de contribuer à la sensibilisation de la société à travers les œuvres artistiques théâtrales.

ALGÉRIE TÉLÉCOM Lancement de l'offre "I Doom Fibre Gamers"

Algérie Télécom a annoncé lundi le lancement de sa nouvelle offre "I Doom Fibre Gamers", destinée aux clients résidentiels, leur permettant de profiter pleinement d'une connexion très haut débit, indique l'opérateur public dans un communiqué.



La gamme "I Doom Fibre Gamers", destinée notamment aux nouveaux clients férus des jeux en ligne, se décline en trois offres. Il s'agit de l'offre "I Doom Fibre High Speed" au prix de 2799DA/mois avec un Download de 20 Megabits par seconde (Mbps) et un Upload de 10 Mbps, de l'offre "I Doom Fibre Fast Speed" à 3399 DA/mois avec un Download de 50 Mbps et un Upload de 25 Mbps et de l'offre "I Doom Fibre Light Speed" à 4599 DA/mois avec un Download de 100 Mbps et un Upload de 60 Mbps.

Algérie Télécom indique, en outre, mettre à la disposition de sa clientèle des accessoires et périphériques informatiques de qualité, tels que des claviers, souris, tapis de souris, baffles, microphones et casques.

L'entreprise invite ses abonnés, pour de plus amples informations, à consulter son site web www.algerietelecom.dz, soulignant qu'à travers cette nouvelle gamme, Algérie Télécom tend à satisfaire les attentes de l'ensemble de ses clients, notamment les adeptes des jeux vidéo en ligne.

ETATS UNIS Tesla suspend le déploiement de son logiciel d'aide à la conduite FSD Beta



Le géant des voitures électriques américain Tesla a décidé lundi de suspendre aux Etats-Unis et au Canada le déploiement de son logiciel d'aide à la conduite FSD Beta, le temps de régler les dysfonctionnements récemment mis à jour par un régulateur.

Selon un avis publié mi-février, l'Agence américaine de la sécurité routière (NHTSA) a estimé que des défauts dans le logiciel pouvaient amener les véhicules à agir de façon potentiellement dangereuse aux intersections.

Tesla va devoir en conséquence mettre à jour le lo-

giciel sur 362.758 voitures en étant équipées ou prévues pour le recevoir.

"Jusqu'à ce que la version du logiciel contenant les modifications soit disponible, nous avons interrompu le déploiement de FSD Beta pour tous ceux qui y ont souscrit mais ne l'ont pas encore reçu", a indiqué Tesla dans une notice publiée sur son site internet. Le constructeur déploie progressivement depuis fin 2020 cette version test de FSD (Full Self Driving), baptisé FSD Beta.

En janvier, Tesla estimait qu'elle était fin 2022 distribuée à presque tous les

clients ayant acheté FSD aux Etats-Unis et au Canada, soit environ 400.000.

Les systèmes d'aide à la conduite proposés par Tesla sont dans le viseur des autorités américaines, qui ont engagé diverses enquêtes sur leurs capacités en tant que telles ou sur les mots employés par l'entreprise pour vanter leurs mérites.

Officiellement, Tesla affirme que ces systèmes "sont conçus pour être utilisés par un conducteur vigilant dont les mains sont sur le volant et qui est prêt à reprendre le contrôle de son véhicule à tout moment".

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIMIMOUN
DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE
ET DE LA CONSTRUCTION
NIF 0 022 0109 90054 52

**AVIS D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° /DUAC/2023**

**INTITULEE DE L'OPERATION:
AMÉNAGEMENT DES LOTISSEMENT SOCIAUX**

SITE: Lotissement sociaux (MASSINE 01) 250 Lots Commune TIMIMOUN LOT 01 : AMÉNAGEMENT Extérieur + éclairage public
SITE: Lotissement sociaux (MASSINE 02) 210 Lots Commune TIMIMOUN LOT 02 : AMÉNAGEMENT Extérieur + éclairage public
SITE: Lotissement sociaux (MASSINE 01) 250 Lots + Lotissement sociaux (MASSINE 02) 210 Lots Commune TIMIMOUN LOT 03 : Réalisation d'une placette publique

Les entreprises, sociétés et les groupements intéressés cet appel d'offre est qu'on les conditions de qualification suivants :

- Pour les lots de 01- 02- : (AMÉNAGEMENT Extérieur + éclairage public)

A/ Capacité professionnelle : Disposer du certificat de qualification et classification en cours de validité activité principale Travaux Public ou Bâtiment, catégorie Quatre (04) ou plus et cas de groupements chef de file Disposer du certificat de qualification et classification en cours de validité activité principale Travaux Public ou Bâtiment, catégorie Quatre (04) ou plus et Les membres de groupements Disposer du certificat de qualification et classification en cours de validité activité principale Travaux Public ou Bâtiment, catégorie Trois (03) ou plus

B) Références professionnelles:

Avoir réalisé durant les dix (10) dernières années, (2013-2022) des travaux similaires (Aménagement Extérieur) justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par le maître d'ouvrage publics signée et inscrit.

- Pour les Lots 03- : (Réalisation d'une placette publique)

A) Capacité professionnelles : Disposer du certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité, activité principale Travaux Public ou Bâtiment, catégorie Deux (02) ou plus.

Peut ou par son représentant désigné à cet effet, retirer le cahier des charges auprès de :

Direction de l'urbanisme de l'architecture et de la construction de la wilaya de Timimoun (Service suivi des marchés publics) Adresse : TECHNICO HAWARI BOUMADIEN, TIMIMOUN Tél 044 00 63 00

LE CONTENU DU DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRE : les offres de soumissionnaires doivent comporter :

I) Le dossier de candidature :

01- Une déclaration de candidature (dûment renseignée portant cachet et signature de soumissionnaire)

02- Déclaration de probité (dûment renseignée portant cachet et signature de soumissionnaires)

03- Copie des statuts pour les sociétés (SNC- SARL – EURL - SPA)

04- Copie des pouvoirs du signataire de la soumission (pour les sociétés)

05- Copie du certificat de qualification et classification en cours de validité.

06- Moyens financier justifiés par les attestations d'activité pour les lots (03) dernières années 2019-2020-2021 visée par les services de l'impôt.

07- La liste des moyens humains.

08- La liste des moyens matériels

09- La liste Les références professionnelles appuyée par les attestations de bonne exécution signée par les maîtres d'ouvrages (dans les dix dernières années).

II) L'offre technique :

1- Déclaration à souscrire (dûment renseignée portant cachet et signature de soumissionnaire) pour chaque Lot.

2- Le Cahier des charges contient dans sa dernière page, une expression manuscrite "lu et accepté".

3- Moyens humains, copie diplôme + attestation d'affiliation CNAS.

4- Moyens matériels justifiés par des copies des cartes grises + assurances + contrôle technique pour les matériels roulants valide le jour d'ouverture des plis, factures d'achat + PV d'huissier de justice année en cours pour les matériels non roulant.

5- Planning et délai d'exécution des travaux signé par le soumissionnaire.

6- Mémoire technique (Annexe) , Chaque document permet d'évaluer la présentation technique.

III) OFFRE Financière :

1- Lettre de soumission dûment renseignée, remplis, signée, cachetée et datée pour chaque LOT.

2- Bordereau de prix unitaire dûment renseigné et signé par le soumissionnaire (BPU).

3- Le devis quantitatif et estimatif dûment renseigné et signé par le soumissionnaire (DQE).

PRESENTATION DES OFFRES CACHETEES ET SCHELLES: le dossier de candidature l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant :

- la dénomination de l'entreprise

- la référence et l'objet de l'appel d'offre

- la mention " dossier de candidature " ou « offre technique » ou « offre financière » selon le cas ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

" A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres "

- la référence et l'objet de l'appel d'offres

Et sera déposée par porteur à l'adresse : Direction De L'urbanisme, L'architecture et de la Construction De La Wilaya De TIMIMOUN bureau Secréariat du Directeur.

DUREE DE PREPARATION DES OFFRES: la durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter du premier jour de la publication de l'appel d'offre dans le BOMOP ou la presse.

DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES: sera le dernier jour de la durée de préparat ion des offres de 8h à 12h.

OUVERTURE DES PLS : L'ouverture des plis sera tenue, en séance publique, au siège de la direction de l'urbanisme, l'architecture et de la construction de la wilaya de TIMIMOUN, le jour de dépôt des offres à quatorze heures trente minutes (14h30). Dans le cas où ce dernier jour correspondra à un jour férié, l'ouverture des plis techniques et financières aura lieu le jour ouvrable qui suit au même endroit et même heure, les soumissionnaires intéressés peuvent y assister.

VALIDITE DE L'OFFRES: les offres valides pendant 105 jours.

Programme de la soirée

TF1 21:10

The Resident Saison 5



Depuis son décès il y a quinze jours, Conrad se rend tous les matins sur les lieux de l'accident de Nic pour tenter d'en déterminer la cause. Il est persuadé que la réponse se trouve dans son dossier médical. Marshall est présent pour s'occuper de Gigi. A la suite d'une intervention chirurgicale qui a failli mal tourner, Leela doute des capacités de Kranepool, l'ancien mentor de Bell, à opérer. Elle en parle à Devon puis à Kitt. Tandis que Trevor, le fils de Billie, et AJ discutent dans la voiture de ce dernier, un policier procède à un contrôle qui dérape. L'agent est renversé par un scooter et gravement blessé.

France 2 21:10

L'abîme Saison 1



Elsa et son mari Laurent sont placés en garde à vue par la commandante Stéphanie Fournier. Au même moment, Bernard Duwack, le père d'Elsa, est arrêté par le lieutenant Martineau : il est accusé d'avoir payé un faux témoignage contre Daniel Rougier. Interrogée par Stéphanie, Elsa nie les meurtres de Thierry Quinton et de Daniel Rougier malgré la présence de ses empreintes sur l'arme des crimes. En menant des recherches dans les caves de la poudrière de Saint-Chamas, la gendarmerie retrouve le squelette de Valentin, le frère d'Elsa disparu 25 ans plus tôt.

France 3 21:10

Ils font rayonner la France



Cette nouvelle émission part à la découverte des talents qui font rayonner le savoir-faire d'une région à échelle nationale, voire au-delà. L'Alsace est mise à l'honneur de ce premier numéro. Près de Colmar, Christine Ferber confectionne de délicieuses confitures, qui régulent les papilles depuis les palaces parisiens jusqu'au Japon. Au nord de Strasbourg, Christian Deichtmann allie modernité et tradition : l'ébéniste d'art ouvrier pour les Monuments historiques mais aussi pour une clientèle férue de design contemporain. Exilé à Chicago, le boulangier Pierre Zimmermann y organise une fête dédiée à sa région natale. Julien Calcatera est l'un des derniers fondeurs de cloche de France. Le maître verrier Cyril Bordage concourt pour le Meilleur Ouvrier de France.

CANAL+ 21:00

Leipzig / Manchester City



Leipzig/Manchester City. Christopher Nkunku et ses partenaires de Leipzig endossent le rôle d'outsiders face aux Citizens qui figurent sur la courte liste des prétendants au sacre continental. Bien lancés dans la course pour le titre de champion d'Allemagne en Bundesliga, les coéquipiers de Dominic Szoboszlai joueront crânement leurs chances face aux Mancunians. Devant leur public, les joueurs de Marco Rose doivent trouver la bonne tactique pour contenir l'attaque de City emmenée notamment par son buteur prolifique Erling Haaland. L'international norvégien a déjà dépassé la barre des 25 buts inscrits en Premier League et rêve d'un premier titre en Cl.

M6 21:10

Nouvelle Star, 20 ans



Lancée le 27 mars 2003 sur M6 et diffusée jusqu'en 2017, Nouvelle Star a marqué toute une génération. Animé à ses débuts par Benjamin Castaldi puis Virginie Efira, le télé-crochet a notamment fait découvrir au public Christophe Willem et Julien Doré, respectivement vainqueurs des saisons 4 et 5. Pour célébrer les 20 ans de l'émission culte, Karine Le Marchand reçoit pour la deuxième semaine consécutive d'anciens candidats, jurés et présentateurs du télé-crochet. Au programme de la soirée : des best of de l'émission, des reprises de chansons cultes, et des confidences.

Jeux

Samourai-Sudoku N°2470

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

2			1			8				5			8			7				
			4	2		8	1						7	9		2	8			
		1	8		3	4						3	8	2	9	7				
6				4											7		6			
		9	6		5	7							9	1	6	5				
		2	4		1	8							4	5	8	6				
3				9							1						8			
										8	7									
										6	2			2	4					
6				7				9		4			6			1				4
			9	2		5	3								7	8			5	9
		1	9		8	5								8	5	2	3			
		9			5								1			8				9
			7	3		4	2							3	9	1	8			
			6	4		1	9							9	1	6	4			
4					9															6



«Le matin, c'est la jeunesse du jour. Tout y est gai, frais et facile. Il ne faut pas l'abréger en se levant tard.»

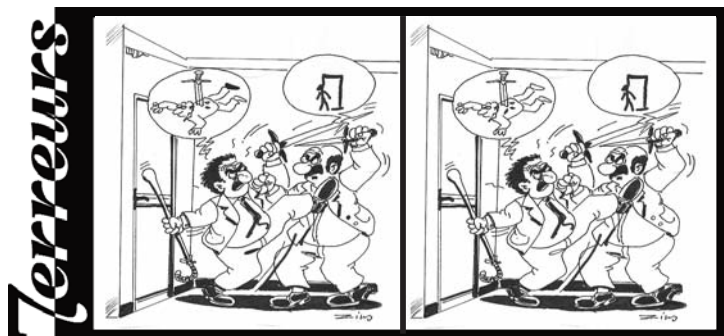
Arthur Schopenhauer

Mots croisés N°2450

- Horizontalement :**
- Film didactique
 - Contenu de bas de laine - Matière de râtelier
 - Réfléchi - Fabrique une étoffe
 - Caliberra - Symbole de vertu
 - Espoir de naufragé - Déterminera le taux d'alcool
 - Bande de tissu - Expérience - Devient audacieux
 - Après midi - Juste
 - Marqué par le régime - Appelle
 - Effet du froid - Décantai
 - Quart de touriste - Vieil ibérique

- Verticalement :**
- Rupture de chaîne
 - Tache de plume - Déposa
 - Ecrit en langage secret - Pièce de barricade
 - Mariés - Prince arabe
 - Chants d'église - Fait d'hiver
 - Garnir d'abrasif
 - Négation - Dysfonctionnements des centres nerveux
 - Fête vietnamienne - Vallée envahie - Rapport de cercle
 - Havre de paix - Silence !
 - Dégustera
 - Tabassas - Poème suranné
 - Temps de règne - Pas inquiet du tout

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



NATATION - ALGERIAN AQUATICS FEDERATION Benabderrahmane et Tadjadit à la tête de la DTN

Le bureau exécutif de Algerian Aquatics Federation a confié la direction technique nationale aux techniciens Lamine Benabderrahmane et Abdelhamid Tadjadit, en attendant la désignation d'un nouveau directeur technique (DTN), a-t-on appris lundi auprès du président de l'instance Mohamed Hakim Boughadou.



Le poste de DTN est vacant depuis la démission de Kamal Khoumeri, juste après la participation de la sélection nationale au Championnat d'Afrique Open 2022 en Tunisie (20-25 août), ponctuée par une moisson de 26 médailles (10 or, 11 argent, 5 bronze).

Dans une déclaration à l'APS, Boughadou a salué "le passage réussi" de Khoumeri à la tête de la barre technique nationale, soulignant qu'il avait décidé de quitter son poste en raison de "détails administratifs, qui ont empêché la réa-

lisation de son projet". Algerian Aquatics Federation avait lancé en octobre dernier un appel à candidatures pour le poste de DTN "avec la condition d'être "cadre de sport diplômé en natation et disponible en permanence".

"Les dossiers de candidatures reçues ne remplissaient pas les conditions pour occuper le poste de DTN, nous avons donc décidé de continuer à travailler avec la jeune équipe en place depuis 2017 et qui a acquis de l'expérience avec Khoumeri. C'est donc Benab-

derrahmane (directeur des équipes nationales) et Tadjadit (directeur des jeunes talents), qui occuperont le poste jusqu'à la désignation d'un nouveau DTN", a indiqué Boughadou.

La natation algérienne a obtenu les meilleurs résultats de son histoire pendant l'année 2022 selon le parton de l'instance fédérale, avec pas moins de 261 médailles internationales, dans différentes catégories d'âge, décrochant le titre africain chez les messieurs et la deuxième place dans le classement

général mixte. Pour rappel, les membres de l'Assemblée générale réunis en session extraordinaire samedi dernier, ont adopté la nouvelle appellation de la Fédération algérienne de natation, rebaptisée "Algerian Aquatics Federation" ainsi que son nouveau logo.

La décision d'opérer ce changement d'appellation a été prise en application des recommandations de la Fédération internationale de natation (FINA), elle-même rebaptisée dernièrement World Aquatics.

TENNIS/CLASSEMENT ITF JUNIORS Un gain de 62 places pour l'Algérienne Badache, désormais 474^e

La joueuse algérienne Maria Badache a réussi un bond de 62 places et occupe désormais le 474^e rang dans le nouveau classement international ITF Juniors, dévoilé lundi par la Fédération internationale de tennis (ITF) sur son site officiel.

Une belle ascension que l'Algérienne doit à son sacre au Tournoi international ITF juniors 'J30', clôturé samedi au Tennis Club de Hydra (Alger).

De son côté, sa compatriote Wissal Boudjemaoui a gagné 179 places, ce qui lui permet de pointer au 1272^e rang. La joueuse oranaise avait atteint les demi-finales (simple) au tournoi de Hydra.

Pour sa part, Farah Hadar -éliminée au deuxième tour à Hydra- a gagné 68 places et se trouve désormais au 1533^e rang. Aucune progression n'a été enregistrée chez les garçons. En effet, les cinq (05) algériens présents au ranking mondial des juniors ont régressé.

Il s'agit de: Mohamed Chakib Laihem (2291e), Kamyl Chebboub (2466e), Elias Bekrar (2573e), Ouassim Ben Guergoura (2916e) et Mehdi Mohamed Larbi Hameurlaine (2916e). Le prochain classement sera dévoilé, le lundi 6 mars 2023.

AVIRON L'Assemblée générale élective de la FASACK le 4 mars à Alger

La Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë kayak (FASACK) a annoncé lundi qu'elle tiendra son Assemblée générale électorale (AGE) le 4 mars prochain à Ben Aknoun (Alger), pour désigner un successeur au président démissionnaire Chaouki Dries. "Les travaux de cette AGE débiteront à 9h00, au siège du Comité Olympique et Sportif algérien (COA)" a détaillé la même source dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

Les commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes ont été installées lors de l'Assemblée générale extraordinaire de l'instance, tenue le 25 février courant.

Pour rappel, le président démissionnaire Chaouki Dries avait justifié son retrait des affaires administratives de la FASACK par "des raisons personnelles contraignantes".

CHAMPIONNAT NATIONAL DE BOXE MILITAIRE

Plus de 200 pugilistes au rendez-vous de Béjaïa

206 pugilistes, issus de diverses écoles, régions et commandements de l'Armée nationale populaire (ANP) se sont regroupés, lundi après midi, à l'école d'application du génie (E.A.G) pour prendre part au championnat national de boxe militaire.

Organisée jusqu'au 3 mars, la compétition, rehaussée par la présence en force des pugilistes de l'équipe nationale militaire, va mettre aux prises les athlètes présents dans 13 catégories de poids.

Le coup d'envoi de la compétition a été donné par le général commandant de l'école, qui dans une allocution de circonstance, a mis en exergue l'intérêt que porte le commandement de l'ANP à la pratique sportive et à l'organisation de ce type de manifestation, qui concourt à "tester les capacités physiques, renforcer les amitiés et les brassages entre différentes catégories autant qu'elle contribue à la formation de champions en état de hisser l'emblème de l'ins-

titution militaire dans les concerts et les regroupements internationaux", a-t-il dit.

L'orateur n'a pas manqué de relever que "le travail essentiel de l'instruction militaire vise essentiellement la formation de combattants aguerris à l'adversité et aux conditions difficiles de la vie, et ce, en toute circonstance". Des arbitres internationaux de la fédération algérienne de boxe, officieront les combats.



JUDO - COOPÉRATION

Stage en commun des sélections algérienne, libyenne et saoudienne à Souidania (Fédération)

Les sélections algérienne, libyenne et saoudienne de judo effectuent actuellement un stage de préparation en commun au niveau du Centre de regroupement des jeunes talents et des élites nationales à Souidania (Alger), en prévision des importantes échéances à venir, a appris l'APS lundi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Outre les sélec-

tions seniors, le stage de Souidania concerne également les équipes juniors et cadettes, précise la même source. La sélection saoudienne est encadrée par l'ex-international algérien Ahmed Kebaïli qui, dans une déclaration au site officiel de la FAJ, s'est réjoui des conditions de préparation et des moyens mis à sa disposition à Souidania. Parmi les importants

événements qui préparent les sélections algérienne, libyenne et saoudienne, l'Open Africain de Tunisie, prévu au mois de mars en Tunisie, et qui sera suivi de l'Open Africain d'Alger. Des compétitions qui mettent en jeu des points dans la perspective d'une qualification aux Jeux olympiques de Paris-2024, d'où le désir de ces sélections de bien les préparer.

CANOË KAYAK Le Championnat d'Algérie 2023 les 17-18 mars au barrage de Douéra (Fédération)

Le Championnat d'Algérie 2023 de Canoë Kayak se déroulera les 17-18 mars prochains au barrage de Douéra, a annoncé lundi la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë kayak (FASACK).

La compétition sera toutes catégories, car ouverte aussi bien aux seniors, aux juniors qu'aux cadets (messieurs et dames), a détaillé la même source dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

"Ce championnat revêt une très grande importance, car outre les différents titres qui seront mis en jeu, il servira de pré-sélection pour choisir les meilleurs éléments qui formeront la sélection nationale de canoë kayak, en prévision des importantes échéances à venir", a-t-on encore souligné.

La compétition est co-organisée par la FASACK et la Direction de la Jeunesse des Sports et Loisirs de la wilaya d'Alger. Elle est considérée comme le premier événement majeur de l'année 2023 en canoë kayak.

VOLLEY-BALL - PRÉPARATION

Les volleyeuses algériennes en stage en Pologne

La sélection algérienne féminine de volley-ball sera en stage de préparation du 2 au 11 mars à Debica (Pologne), en prévision des prochaines compétitions internationales, a indiqué la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB). Ce stage en Pologne sera ponctué par quatre matchs amicaux face à des équipes locales, précise l'instance fédérale. C'est le quatrième stage des volleyeuses algériennes sous la houlette du sélectionneur national Yacine Djelouli, qui a convoqué 14 joueuses évoluant dans le championnat local. En 2023, le Six national féminin est concerné par plusieurs compétitions internationales dont la Coupe d'Afrique des nations et le Championnat arabe des nations.

EQUIPE NATIONALE

Le grand retour de "Super Slim"

Auteur d'une première partie de saison en demi-teinte avec le Stade brestois (Ligue 1 française de football), l'attaquant international Algérien Islam Slimani a retrouvé de sa superbe depuis son atterrissage presque forcé à Anderlecht (Div.1 belge) au mercato d'hiver avec un bilan éloquent : 3 buts et une passe décisive en six matchs, toutes compétitions confondues. Des statistiques encourageantes après un passage raté à Brest.



Lors de la réception du Standard de Liège (2-2) dimanche, dans le cadre de la 27^e journée de la "Pro League Jupiler", "Super Slim" a sorti le grand jeu en signant un doublé en l'espace de quatre minutes de jeu seulement. Un doublé qui lui a permis de conquérir définitivement les supporters des "Mauves", ceux-là mêmes qui ont critiqué son recrutement, et conforter surtout les dirigeants d'Anderlecht pour l'avoir engagé lors du mercato d'hiver, pour un contrat jusqu'à la fin de la saison. Et pourtant, la saison a démarré du mauvais pied pour l'enfant d'Ain-Benian, qui avait rejoint le club breton, Brest, après un deuxième passage raté au Sporting Lisbonne (Div.1 portugaise), qu'il avait rejoint pour la première fois en 2013 en provenance du CR Belouizdad. Toutefois, le court passage de l'ex-Belouizdadi à Brest s'est avéré un échec, puisqu'il n'a réussi à marquer que deux buts seulement. Le 22 janvier dernier, il avait retrouvé le chemin des filets avec Brest, après 111 jours de disette, lors de l'élimination de son équipe à domicile face au RC Lens (1-3) en 1/16^es de finale de la Coupe de France. C'était son deuxième but avec Brest et le dernier, puisque une semaine plus tard il allait

signer avec Anderlecht. Le choix s'est avéré judicieux, puisque l'actuel meilleur buteur de l'équipe nationale a réussi à retrouver le sourire et le chemin desbuts. "Il y a un bon niveau avec de bonnes équipes et de bons joueurs en Belgique, ce qui m'a poussé à venir. Le plus important pour moi, c'est d'aider l'équipe à prendre des points et à gagner des matchs", a affirmé Slimani à la presse le 12 février dernier à l'issue de la victoire décrochée à domicile face à Saint-Trond (3-1), un rendez-vous qui lui a permis d'ouvrir son compteur-but.

Super Slim rejoint Madjer et Soudani

Le premier doublé inscrit sous les couleurs d'Anderlecht a permis à "Super Slim" (34 ans) d'atteindre la barre des 101 buts depuis le début de sa carrière professionnelle en Europe, qu'il a débutée en 2013. Il aura fallu donc 9 saisons et demie pour entrer un peu plus dans la légende des joueurs Algériens partis embrasser une carrière professionnelle dans le "Vieux Continent".

Seuls deux joueurs Algériens sortis du cru ont pu atteindre cette barre symbolique. Il s'agit de l'ancien joueur vedette

de la sélection nationale Rabah Madjer (104 buts) et de l'attaquant Hilal Soudani (115 buts). Son passage chaotique en Bretagne a donné l'impression que la mission de Slimani pour relever la tête et retrouver son sens inné de chasseur de buts allait être presque impossible, mais il est parvenu à rebondir de fort belle manière, tout en faisant taire les critiques.

Le retour en grâce de Slimani intervient au bon moment, à moins d'un mois de la double confrontation face au Niger, comptant pour les 3^e et 4^e journées des qualifications (Gr.F) de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire. En manque de confiance l'année dernière, Slimani n'avait pas trop brillé sous les couleurs nationales lorsqu'il portait le maillot de Brest, puisqu'il n'avait réussi à marquer qu'un seul but (en amical face à la Guinée à Oran 1-0) lors des quatre derniers matchs FIFA disputés en 2022. Inusable, Slimani sera retenu dans la prochaine liste de sélectionneur national Djamel Belmadi, avec l'objectif de contribuer à sceller la qualification de l'Algérie à la CAN-2024, et dans un registre personnel améliorer son record de buts avec "El Khadra" (41 buts).

LIGUE 1 MOBILIS

(MISE À JOUR/ 16^EJ)

JSK-ASO décalé au vendredi 3 mars (LFP)

Le match JS Kabylie - ASO Chlef, comptant pour la mise à jour de la 16^e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis, prévu initialement le jeudi 2 mars, a été décalé au vendredi 3 mars (16h00), a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) lundi.

"Au vu des récents changements apportés à la programmation des matchs du groupe A, de la Ligue des champions d'Afrique de football par la CAF, avec le report au samedi 11 mars du match la JS Kabylie-AS Vita Club, la LFP a été contrainte de modifier le programme du championnat.", explique la LFP sur son site officiel.

D'autre part, la rencontre CS Constantine-JS Kabylie, comptant pour la mise à jour de la 17^e journée se jouera le mardi 7 mars (15h00), alors que le match USM Khenchela-JS Kabylie (19^e journée) programmé initialement le dimanche 12 mars a été reporté à une date ultérieure, précise la même source.

Enfin, le match CS Constantine-Paradou AC (19^e journée), programmé initialement le vendredi 10 mars, a été décalé de 48 heures, soit le dimanche 12 mars (15h00).

LIGUE 1 FRANÇAISE (FC NANTES)

Delort "regrette" les sifflements des supporters nantais à son encontre



L'attaquant international Algérien du FC Nantes (Ligue 1 française de football) Andy Delort, a regretté "la bronca" que lui a réservée une partie des supporters nantais samedi au moment de son remplacement lors du match perdu à domicile face au Stade Rennais (0-1), dans le cadre de la 25^e journée de la Ligue 1 française de football.

"Sincèrement, je trouve ça quand même dommage. Ce n'est pas grave, dans quelques semaines, ils m'acclameront. Mais je trouve ça rapide pour un joueur comme moi, qui ne triche pas.", a indiqué le joueur en zone mixte à l'issue de la partie.

Delort (31 ans) a rejoint les "Canaris" durant le mercato d'hiver pour un contrat de deux ans et demi en prêt, avec option d'achat obligatoire en provenance de l'OGC Nice.

En 7 apparitions toutes compétitions confondues, Delort n'a toujours pas trouvé le chemin des filets. "Je sais que c'est une période compliquée, je suis le premier dégoûté pour mes équipiers, mais j'assume, je suis un leader, je suis là pour ça. Je me languis de ce premier but qui va me faire du bien mentalement.", a-t-il assuré.

Durant la première partie de la saison, Delors a inscrit 7 buts et délivré une passe décisive en 20 apparitions sous le maillot niçois, toutes compétitions confondues.

Il a émis le vœu de quitter Nice cet hiver, en raison de son mécontentement par rapport à son utilisation par l'ancien entraîneur suisse Lucien Favre. Il est entré également en conflit avec sa direction pour des raisons d'ordre salarial.

LIGUE 2 (GR. CENTRE-OUEST)

Entrée gratuite pour le match WA Tlemcen-RC Kouba (club)

La direction du stade "Akid Lotfi" de Tlemcen a décrété l'entrée gratuite à l'occasion du match de la formation locale le WAT face au RC Kouba, vendredi prochain, dans le cadre de la 20^e journée de la Ligue deux de football (Gr. Centre-Ouest), a-t-on appris mardi auprès du club de l'Ouest du pays.

Cette décision fait suite à une demande formulée par le WAT à la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de wilaya, avec comme objectif de motiver les fans locaux à revenir en force au stade pour soutenir leur équipe qui lutte pour son maintien en deuxième palier, a précisé la même source.

Le "Widad", relégué en fin de saison passée en Ligue deux, risque de perdre un autre palier à l'issue de l'exercice en cours s'il ne venait pas à améliorer ses résultats, sachant qu'il occupe la zone rouge avec 17 points après 19 journées. Les gars de la ville



des "Zianides" viennent de renouer avec la victoire après plusieurs journées de disette en s'imposant sur le terrain de la lanterne rouge, le RC Relizane (déjà relégué). Un succès qui a redonné l'espoir aux poulains du nouvel entraîneur de l'équipe, Karim Zaoui, dans la bataille du maintien. Pour ce faire, les dirigeants du WAT tablent sur le soutien de leur galerie qui a "abandonné" les siens depuis

le début de cet exercice, sans doute à cause de l'enchaînement des mauvais résultats et l'instabilité régnant à tous les niveaux dans ce club qui avait offert à l'Algérie par le passé un titre arabe. La direction du club qualifie d'ailleurs, la réception du RCK de match "à six points", vu que l'occasion est propice pour creuser l'écart sur l'adversaire du jour, qui occupe la 15^e et avant dernière place avec 15 points, soit

deux unités de moins que le WAT.

Ce dernier aura également à recevoir, lors des prochaines journées, trois autres formations qui luttent pour leur maintien, à savoir le MC Saïda, l'O Médéa et le NA Hussein-Dey. Pour rappel, les trois derniers de chacun des deux groupes qui composent la Ligue 2 descendront en fin d'exercice au troisième palier (Inter-régions).

ESPAGNE/ COUPE DU ROI (DEMI-FINALES - ALLER)

Real Madrid - FC Barcelone au bonheur des puristes

Le "clasico" Real Madrid-FC Barcelone constituera l'affiche des demi-finales (aller) de la Coupe du Roi de football 2022-2023, prévues à partir de mercredi, marquées également par un alléchant derby basque entre l'Athletic Bilbao, finaliste des éditions 2020 et 2021, et Osasuna.

Mercredi, place au derby ! L'Athletic Bilbao, spécialiste de la Coupe d'Espagne (il l'a remporté 23 fois et a été 16 fois en finale, soit plus que le Real Madrid et ses 19 titres !), se déplace à 21h00 dans le bouillonnant El Sadar pour affronter son voisin Osasuna à Pampelune.

Osasuna, la belle surprise du début de saison en Liga, a éliminé les deux clubs de Séville (le Betis et le Séville FC) en 1/8es et en quarts de finale. L'Athletic a eu un parcours plus facile, contre l'Espanyol et Valence.

Deux petits points seulement séparent les deux clubs en championnat. Et jeudi, c'est jour de clasico ! Deux semaines et demi avant le clasico retour de Liga, prévu le 19 mars, le FC Barcelone et le Real Madrid s'affrontent en demi-finale aller de Coupe du Roi au Santiago-Bernabéu (21h00).

Le FC Barcelone, qui a déjà remporté la Supercoupe d'Espagne face au Real Madrid en janvier en Arabie



soudite (3-1) et qui est bien parti pour remporter la Liga, entend bien oublier son élimination de Ligue Europa contre Manchester United

en finale. Les Catalans seront privés de leur meilleur buteur, l'attaquant

polonais Robert Lewandowski, blessé à la cuisse gauche dimanche lors de la délicate surprise du Barça à Almería (1-0). Mais les coéquipiers

de Karim Benzema, étincelants en 8es de finale aller de Ligue des champions contre Liverpool il y a dix jours (5-2) puis accrochés 1-1 par leurs voisins de l'Atlético samedi au Bernabéu en Liga, chercheront à refaire le plein de confiance face à leur éternel rival.

Programme des demi-finales de la Coupe du Roi 2022-2023:

Demi-finales aller:

Mercredi 1er mars (21h00) Osasuna - Athletic Bilbao
Jeudi 2 mars (21h00) Real Madrid - FC Barcelone

Demi-finales retour:

Mercredi 4 avril (22h00) Athletic Bilbao - Osasuna
Jeudi 5 avril (22h00) FC Barcelone - Real Madrid

NR : La finale aura lieu en match simple le samedi 6 mai au stade de La Cartuja à Séville.

CANADA

Démission du président de la fédération de football

Le président de la Fédération canadienne de football, Nick Bontis, a annoncé lundi sa démission, sur fond d'une crise avec l'équipe féminine qui dénonce les inégalités femmes-hommes et le manque de financement. "Bien que j'aie été un des plus grands partisans d'un système égalitaire dans l'environnement lié aux

performances dans les compétitions, pour notre équipe nationale féminine, je ne dirigerai malheureusement plus la fédération quand cela se produira", a indiqué Bontis dans un communiqué, tout en reconnaissant la nécessité d'un changement.

Plus tôt lundi, les 13 fédérations provin-

ciales et territoriales avaient envoyé une lettre appelant M. Bontis à renoncer à ses fonctions, d'après la chaîne de télévision sportive TSN. Début février, l'équipe féminine avait mené une grève d'une journée pour dénoncer les inégalités femmes-hommes et le manque de financement, une démarche soutenue

par l'équipe masculine. Le mouvement avait été stoppé en raison de la menace d'une action judiciaire à son encontre par la fédération, et les championnes olympiques en titre ont ensuite disputé la SheBelieves Cup en Floride, tournoi amical préparatoire au Mondial féminin cet été.

PSG

Blessé au tendon d'Achille, fin de saison pour Kimpembe



Le défenseur du Paris SG Presnel Kimpembe, blessé "gravement" à un tendon d'Achille lors de la victoire face à O Marseille (3-0), dimanche soir, est forfait "jusqu'à la fin de la saison", a annoncé son entraîneur Christophe Galtier. Kimpembe a "une grosse douleur au tendon d'Achille", a précisé Galtier après la rencontre. Le défenseur, sorti sur civière, avait déjà manqué la Coupe du monde pour une blessure à un tendon d'Achille, en novembre, et venait récemment de revenir à la compétition.

L'international français âgé de 27 ans s'est blessé tout seul en courant et s'est écroulé au sol, prostré, la tête enfoncée

dans le gazon. Les soigneurs ont vite compris qu'il ne pourrait plus reprendre sa place sur la pelouse.

"Kim", qui revenait de trois mois de blessure depuis trois matchs seulement, est sorti en larmes. Il est réapparu en béquilles sur le banc, à la mi-temps, avec une grosse attelle autour de la cheville droite.

Cette saison le défenseur du PSG n'a disputé que 15 matchs toutes compétitions confondues. En novembre, il avait pourtant tout tenté pour être remis à temps pour le Mondial, mais avait renoncé au premier jour du rassemblement, remplacé en équipe de France par Axel Disasi.

FRANCE/ FOOT (LIGUE1)

Le Russe Aleksandr Golovin prolonge à Monaco jusqu'en 2026

L'international russe de Monaco, Aleksandr Golovin, a prolongé son contrat de deux saisons, jusqu'en juin 2026, avec le club de la Principauté, a annoncé lundi le club. Arrivé à Monaco, en provenance du CSKA Moscou, en 2018 après un Mondial réussi avec la sélection russe, le milieu de terrain a mis du temps à s'imposer en principauté, au rythme de nombreuses blessures (entorse à une cheville, claquage à une cuisse, claquage aux abdominaux). Après une première prolon-

gation d'une saison en mars 2020, Golovin, 26 ans, régulièrement convoité par Chelsea, a finalement prolongé une deuxième fois avec le club du président Dmitri Rybolovlev. Cette saison, Golovin a disputé 35 rencontres toutes compétitions confondues (dont 24 en L1) avec Monaco, pour six buts et sept passes décisives. Au total, le milieu offensif russe a disputé 166 rencontres, dont 127 en L1, sous le maillot monégasque depuis 2018, et inscrit 23 buts, dont 20 en L1.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE LAGHOULT
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE
CODE FISCAL 099 1 0 301 04 3920

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 05/2023

La Direction de l'Administration Locale de la Wilaya de Laghouat, lance un avis d'appel d'offres national ouvert en vue de Réalisation des travaux d'Assainissement et d'A.E.P pour les lotissements ruraux à travers les communes.

- Commune AFLOU
- Commune de Sidi Bouzid
- Commune de el gulcha
- Commune de Ain madhi
- Commune de Breda
- Commune de Sidi Makhlouf

Les entrepreneurs qui remplissent les conditions minimales suivantes :

- Ayant la catégorie (III) ou plus en Hydraulique comme activité principale ou secondaire ;
- Ayant 03 références professionnelles ou plus pour des projets similaires au cours des 03 dernières années délivrées par les administrations publiques. Intéressés par cet avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de :

La Direction de l'administration locale - DAL - Bureau des marchés et des programmes, nouveau siège de la wilaya de Laghouat.

Les offres complètes accompagnées des pièces réglementaires exigées par le cahier des charges devront parvenir à l'adresse suivante : Monsieur : le directeur de l'administration locale de la wilaya de Laghouat (DAL).

- 1^{ère} enveloppe : offre technique comprendra :

- La déclaration de candidature.
- La déclaration à souscrire remplie, signée, et datée.

- La déclaration de probité remplie, signée, et datée.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.

- Les attestations fiscales (extrait de rôle) apurées (ou avec échéancier s'il y a lieu)

- Attestation de mise à jour parafiscales (CNASAT, CASNOS et CACOBATPH).

- Le registre de commerce
- Certificat de qualification et de classification professionnelle (III) ou plus dans le domaine d'hydraulique comme activité principale ou secondaire.

- Un extrait du casier judiciaire du soumissionnaire
- Carte d'identification (NIIF)

- Carte d'identification (NIS)
- Les statuts du soumissionnaire

- Cahier des charges - rempli et paraphé
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout

autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel N° 15/247 du 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation du service public.

- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux : S.A.R.L/S.P.A/S.N.C/E.U.R.L

- Les bilans financiers des 03 dernières années certifiés par un commissaire aux comptes et visés par les services des impôts.

- Liste des moyens humains et matériels, appuyée par des pièces justificatives déclaration annuelle DAS.

- Références professionnelles.
- Planning prévisionnel d'exécution des travaux.

- 2^{ème} enveloppe : offre financière comprendra :

- Lettre de soumission/bordereau des prix unitaires/devis quantitatif et estimatif/cahier des charges.

Les deux offres, technique et financière doivent être insérées dans une enveloppe anonyme et devra porter uniquement la mention suivante

Submission à ne pas ouvrir
A Monsieur le Directeur de l'administration locale de la wilaya de Laghouat (DAL)

Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°05/2023

Réalisation des travaux d'Assainissement et d'A.E.P pour les lotissements ruraux à travers les communes.

- Commune AFLOU
- Commune de Sidi Bouzid
- Commune de el gulcha
- Commune de Ain madhi
- Commune de Breda
- Commune de Sidi Makhlouf

Les soumissionnaires doivent obligatoirement fournir l'ensemble de pièces réglementaires en cours de validité copie conforme certifiée légalisée citée dans le cahier dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La date limite de dépôt des offres est fixée à (10) jours à compter de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux et BOMOP à 14h00.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques qui aura lieu en séance publique le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h30 à l'adresse précitée.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de (03 mois + 10 jours) à partir de la date limite de dépôt des offres.

LYON
Blanc inquiet avant Grenoble

Malgré la victoire à Angers (3-1) samedi en Ligue 1, Laurent Blanc n'a pas été rassuré dans le jeu. L'entraîneur de l'Olympique Lyonnais ne montre pas une grande sérénité avant d'affronter Grenoble mardi (21h10), en quart de finale de la Coupe de France. D'autant que les Gones sont toujours diminués.

"Demain on aura une équipe avec énormément de jeunes, et j'espère qu'ils vont montrer le meilleur, a confié l'ancien sélectionneur des Bleus.



BETIS
Fin de saison pour Fekir

Gros coup dur pour Nabil Fekir (29 ans, 15 matchs et 2 buts en Liga cette saison). Touché lors du succès contre Elche (3-2) vendredi, le milieu offensif du Betis Séville souffre d'une rupture du ligament croisé antérieur du genou gauche. Cette grave blessure implique une longue indisponibilité pour le Français, déjà passé par cette épreuve en 2015, et dont la saison est déjà terminée.

CHELSEA
Thiago Silva, coup dur confirmé

Tuile confirmée pour Chelsea et le patron de sa défense, Thiago Silva (38 ans, 21 matchs en Premier League cette saison). Sorti sur blessure dimanche à la 19e minute du match contre Tottenham (0-2) à l'occasion de la 25e journée de Premier League, l'ancien Parisien a passé des examens qui ont révélé que ses ligaments du genou ont été touchés, ont indiqué les Blues ce mardi.

FULHAM
Saison terminée pour Kurzawa ?

Parti à Fulham en prêt pour se relancer, Layvin Kurzawa (30 ans, 6 matchs et 2 buts toutes compétitions cette saison) n'a pas beaucoup joué en Angleterre. Et il est confronté à un nouvel obstacle de taille. Le latéral gauche, prêté par le PSG, s'est blessé au genou à l'entraînement et a expliqué sur ses réseaux sociaux qu'il souffrait d'une rupture des ligaments. La saison de l'ancien Monégasque est sans doute terminée.

FRANCFORT
Kamada se rapproche de Dortmund !

Joueur essentiel de l'Eintracht Francfort, actuel 6e de Bundesliga, le milieu de terrain Daichi Kamada (26 ans, 31 matchs et 13 buts toutes compétitions cette saison) se dirige vers un départ libre à l'issue de son contrat en juin. L'international japonais devrait toutefois rester en Allemagne puisqu'il est annoncé du côté du Borussia Dortmund. Selon le journaliste Nicolo Schira, les négociations entre le Nippon et le BVB sont désormais entrées dans la phase finale. Un joli coup à venir pour les Marsupiaux !

O MARSEILLE
Nuno Tavares évoque son point faible

Connu pour ses qualités offensives, Nuno Tavares (23 ans, 21 matchs et 6 buts en L1 cette saison) n'est pas le plus discipliné dans le repli défensif. Le latéral gauche de l'Olympique de Marseille reconnaît lui-même sa tendance à trop se projeter.

"Mon défaut .. je ne me contrôle pas, a avoué le Portugais dans un entretien accordé à Prime Video. J'ai du mal à rester en place si nous devons gagner un match en quelques minutes. J'ai envie de courir sans arrêt et je perds toute mon endurance. Quand je fais sans cesse des aller-retours, je perds en lucidité défensive. Mais je dois faire l'effort."

"Si je suis trop énergique ? Oui, pour la plupart des matchs. Si par exemple nous menons 2-1, je veux marquer le troisième but. Je n'aime pas voir l'adversaire dans notre camp, nous pousser dans nos retranchements. C'est mon état d'esprit mais parfois ce n'est pas possible. Je dois rester en retrait mais c'est contre ma nature", a expliqué le joueur prêté par Arsenal.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal
Directeur de publication
Small Oulebsir

Directeur de la rédaction
Small Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ASSISES NATIONALES DE L'AGRICULTURE

Le président de la République préside l'ouverture des travaux

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, mardi au Palais des Nations (Club des pins) à Alger, la cérémonie d'ouverture des Assises nationales de l'Agriculture, placées sous le slogan "Agriculture: sécurité alimentaire durable".

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de hauts responsables de l'Etat, de membres du gouvernement et des cadres du secteur agricole. Organisées par le ministère de l'Agriculture et du développement rural, les travaux de ces assises devront mettre en avant les performances significatives réalisées ces dernières années par le secteur, consolider les acquis des diverses filières agricoles et poursuivre les actions sur la voie d'une sécurité alimentaire durable.



ALGÉRIE-PALESTINE

Le Premier ministre reçoit l'ambassadeur de l'Etat de Palestine en Algérie

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a reçu lundi au Palais du Gouvernement, l'ambassadeur de l'Etat de Palestine, M. Fayed Abu Aita, indique un communiqué des Services du Premier ministre. La rencontre a été l'occasion de réaffirmer la profondeur des liens de fra-

ternité, de solidarité et de coopération unissant les deux pays et peuples frères, et la position ferme de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne", ajoute le communiqué. Les deux parties ont examiné "les derniers développements de la question palestinienne et les efforts de l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à défendre cette cause centrale, notamment l'initiative sanctionnée par la signature de la Déclaration d'Alger d'unification des rangs palestiniens", conclut le communiqué.

PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT AU SAHEL

L'expérience algérienne largement saluée (experts)

Plusieurs experts et spécialistes des questions religieuses ont salué, lundi à Alger, l'expérience de l'Algérie en matière de lutte contre l'extrémisme violent et la prise en charge de facteurs conduisant, appelant "les pays du Sahel et de l'Afrique à suivre la démarche algérienne".

Dans une déclaration à l'APS en marge des travaux de la 2^e réunion de la série de réunions "L'appel en faveur du Sahel" qui se déroulent depuis dimanche, l'ancien secrétaire général et membre fondateur de la Ligue des oulémas, prédicateurs et imams du Sahel (LOPIS), Youcef Mecheria, a indiqué que "l'approche algérienne en matière de lutte contre l'extrémisme violent est exemplaire en ce sens qu'elle a cerné le phénomène de tous les côtés. L'Algérie s'est, en effet, attaquée à l'extrémisme violent politiquement et économiquement. Dans ses plans de lutte, elle a toujours prôné le dialogue, l'implication des spécialistes, ainsi que la prise en charge des problèmes", a-t-il souligné, estimant que le dialogue est "la véritable clé pour combattre ce fléau". Selon l'islamologue, la dernière démarche du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en consacrant un milliard de dollars à l'appui du dévelop-

pement dans les Etats africains à travers l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, va dans le sens de la démarche concluante de l'Algérie contre l'extrémisme violent, à savoir s'attaquer aux facteurs conduisant à ce fléau, notamment la pauvreté et le sous-développement. Faisant observer, en outre, que cette réunion constitue une opportunité pour les pays présents d'appréhender de l'expérience algérienne, M. Mecheria a dénoncé l'ingérence de certains pays étrangers dans les régions du Sahel. "L'ingérence étrangère est la principale raison qui pousse à l'extrémisme violent", a-t-il déploré. De son côté, le membre de la LOPIS et président de la Ligue des prédicateurs de Côte d'Ivoire, Ibrahim Koné, a indiqué que "l'expérience de l'Algérie en termes de lutte contre l'extrémisme violent est un modèle à suivre en ce sens qu'elle renseigne sur le fait que "compter sur soi dans la lutte contre l'extrémisme violent".

"L'Algérie a combattu seule l'extrémisme et elle a réussi. Elle est aujourd'hui en paix. Elle avance sereinement avec ses hommes et ses institutions sans qu'elle ne soit inquiétée par qui que ce soit. Ceci montre que l'Afrique peut aussi se pren-

dre elle-même en charge sans qu'elle n'attende d'autres parties pour qu'elles viennent à son secours", a-t-il expliqué, faisant remarquer que les pays du Sahel disposent de beaucoup d'atouts pour vaincre l'extrémisme violent.

"Aux pays du Sahel, le problème de la définition des concepts ne se pose pas. Nous avons une définition consensuelle de l'Islam, de l'extrémisme, du radicalisme", a-t-il noté, appelant toutefois les pays de la région à être plus pratiques et pragmatiques sur le terrain. "Dans la région du Sahel, on a trop parlé, on a fait trop de discours et de démonstrations. Aujourd'hui, il est grand temps d'aller à l'étape suivante, à savoir la mise en pratique de notre savoir-faire", a-t-il plaidé.

Construire une société "résiliente" au Sahel

Abordant, en outre, le rôle des oulémas et des leaders religieux dans la lutte contre l'extrémisme, Ibrahim Koné a affirmé que "ces derniers ont un rôle important et prépondérant" car ce sont eux, dit-il, "qui donnent le vrai visage de l'Islam et éclairent les gens sur le sens réel de cette religion de paix et du vivre-ensemble". Interrogée, pour sa part, sur l'importance de cette 2^e réunion de "l'appel en fa-

veur du Sahel", la consultante auprès de l'Union interparlementaire (UIP), Dr Sarah Markiewicz, a indiqué qu'à travers cette conférence, "nous œuvrons à trouver comment les leaders intercommunautaires et religieux peuvent jouer un rôle dans la prévention de l'extrémisme violent".

"C'est très important d'appréhender de l'expérience de l'Algérie qui n'a pas seulement une longue expérience avec le terrorisme, mais aussi comment le vaincre et construire un Etat fort et sûr", a déclaré Mme Markiewicz. "Cette rencontre permettra l'échange d'expériences entre des experts d'Algérie et du Sahel et voir comment chacun peut aider l'autre pour construire une société résiliente", a-t-elle poursuivi. Selon la représentante de l'UIP, ce rendez-vous est une occasion pour lancer un appel à la communauté internationale et envoyer un message clair concernant la nature de l'aide dont les pays du Sahel ont besoin pour instaurer la paix et soutenir les jeunes. Plusieurs experts et guides religieux participent aux travaux de la 2^e réunion de la série de réunions "L'appel en faveur du Sahel" décidées par l'UIP lors de son 1^{er} Sommet mondial sur la lutte contre le terrorisme, en septembre 2021 à Vienne.

ALGÉRIE -RUSSIE

Le secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie reçu par le Président de la République...

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, a reçu lundi le secrétaire du Conseil de sécurité de la fédération de Russie, M. Nikolai Patrouchev, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, en présence du Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, du Directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Abdelaziz Khellaf, et du Conseiller auprès du Président de la République chargé des Affaires en lien avec la défense et la sécurité, M. Boumediene Benattou.

... et par le Général d'Armée Chanegriha

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a reçu, lundi au siège de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire, M. Nikolai Patrouchev, Secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, qui effectue une visite en Algérie à la tête d'une importante délégation, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Lors de cette audience, à laquelle ont pris part le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, les chefs de départements et les directeurs centraux de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire et du ministère de la Défense nationale, ainsi que les membres de la délégation russe, les deux parties ont abordé "l'état de la coopération militaire entre les armées des deux pays et les moyens de son renforcement et ont échangé les points de vue sur les différentes questions d'intérêt commun", précise la même source. A cette occasion, le Général d'Armée a prononcé une allocution au début de laquelle il a souhaité la bienvenue à M. Nikolai Patrouchev, ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne, en exprimant le souhait que cette visite "sera bénéfique pour les deux parties et à la hauteur des relations historiques et stratégiques qui lient les deux pays".

"Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue au siège de l'Etat-major de l'ANP, en exprimant le vœu que votre visite sera bénéfique pour les deux parties, d'autant qu'elle représente, pour nous, l'expression de la ferme et franche volonté qui anime les deux pays pour renforcer davantage le partenariat stratégique et historique qui caractérise leurs relations bilatérales, particulièrement dans le domaine de la coopération militaire", a-t-il affirmé. Par ailleurs, le Général d'Armée a souligné que "les efforts déployés par les deux pays pour contribuer à l'instauration d'une paix et d'un développement durables, sont en adéquation avec les principes ayant concouru au développement des relations de coopération entre les deux parties". "Ces efforts auxquels l'Algérie et la Fédération de Russie prennent part pour l'instauration d'une paix et d'un développement durables, dans le respect de la souveraineté des Etats, sont en adéquation avec les principes immuables et historiques ayant concouru au développement de relations de coopération bilatérale étroites, basées sur la confiance mutuelle et les intérêts communs des deux pays", a ajouté le Général d'Armée. M. Nikolai Patrouchev, qui s'est dit "heureux de se retrouver en Algérie", a, pour sa part, souligné que "les relations historiques entre l'Algérie et la Russie sont profondes et que son pays œuvre à les renforcer davantage". Dans ce sillage, il a fait l'éloge du "rôle pivot de l'Algérie et des grands efforts qu'elle déploie pour l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région". Au terme de cette rencontre, les deux parties ont échangé des présents symboliques, conclut le communiqué du MDN.

APS